

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1980 B 11051

Numéro SIREN : 709 805 105

Nom ou dénomination : ENTREPRISE MICHEL FERRAZ

Ce dépôt a été enregistré le 04/09/2018 sous le numéro de dépôt 33702

**ENTREPRISE MICHEL FERRAZ**

Société Anonyme

18, avenue du Général de Gaulle  
92220 BAGNEUX

---

**Rapport du Commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2017



## **ENTREPRISE MICHEL FERRAZ**

Société Anonyme

18, avenue du Général de Gaulle  
92220 BAGNEUX

---

### **Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2017

---

Aux actionnaires de la société ENTREPRISE MICHEL FERRAZ,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ENTREPRISE MICHEL FERRAZ relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.



ENTREPRISE MICHEL FERRAZ

## ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne les provisions pour risques et charges et le résultat à terminaison des affaires, ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

## ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

## ***Informations relatives au gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.



ENTREPRISE MICHEL FERRAZ

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du Commissaire u aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



## ENTREPRISE MICHEL FERRAZ

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine, le 22 mai 2018

***Deloitte et Associés***



Mansour BELHIBA  
*Associé*



Pascal PORTES  
*Directeur*



# **COMPTES ANNUELS**

**ENTREPRISE MICHEL FERRAZ**

**Société anonyme**

**18 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux**

**DATE DE CLOTURE : 31/12/2017**

# Sommaire

<a href="#">Bilan - Actif.....</a>	<a href="#">3</a>
<a href="#">Bilan - Passif.....</a>	<a href="#">4</a>
<a href="#">Compte de résultat.....</a>	<a href="#">5</a>
<a href="#">Compte de résultat (suite).....</a>	<a href="#">6</a>
<a href="#">ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS.....</a>	<a href="#">7</a>
<a href="#">Faits caractéristiques.....</a>	<a href="#">8</a>
<a href="#">Règles et méthodes comptables.....</a>	<a href="#">9</a>
<a href="#">COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN.....</a>	<a href="#">12</a>
<a href="#">Immobilisations.....</a>	<a href="#">13</a>
<a href="#">Amortissements.....</a>	<a href="#">14</a>
<a href="#">Provisions inscrites au bilan.....</a>	<a href="#">15</a>
<a href="#">Etat des échéances des créances.....</a>	<a href="#">16</a>
<a href="#">Charges à payer et produits à recevoir.....</a>	<a href="#">17</a>
<a href="#">Charges et produits constaté.....</a>	<a href="#">18</a>
<a href="#">Composition du capital Social.....</a>	<a href="#">20</a>
<a href="#">Variation des capitaux propres.....</a>	<a href="#">21</a>
<a href="#">COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT.....</a>	<a href="#">22</a>
<a href="#">Ventilation du Chiffre d'affaires par secteur.....</a>	<a href="#">23</a>
<a href="#">Charge &amp; produit exceptionnels.....</a>	<a href="#">24</a>
<a href="#">Ventilation de l'IS.....</a>	<a href="#">25</a>
<a href="#">Fiscalité latente et différée.....</a>	<a href="#">26</a>
<a href="#">CICE.....</a>	<a href="#">27</a>
<a href="#">ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS.....</a>	<a href="#">28</a>
<a href="#">Rémunérations allouées aux membres des organes de direction.....</a>	<a href="#">29</a>
<a href="#">Engagements hors bilan.....</a>	<a href="#">30</a>
<a href="#">Crédit-Bail.....</a>	<a href="#">31</a>
<a href="#">Société établissant des comptes consolidés.....</a>	<a href="#">32</a>
<a href="#">Ventilation de l'effectif par catégorie.....</a>	<a href="#">33</a>
<a href="#">Entreprises liées.....</a>	<a href="#">34</a>
<a href="#">Liste des filiales (portrait).....</a>	<a href="#">35</a>

## Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	22 384	20 726	1 658	0
Fonds commercial	280 000	28 000	252 000	280 000
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
<b>TOTAL immobilisations incorporelles</b>	<b>302 384</b>	<b>48 726</b>	<b>253 658</b>	<b>280 000</b>
Terrains	0	0	0	0
Constructions	1 580	1 494	86	224 412
Installations techniques, matériel	249 075	217 806	31 269	61 052
Autres immobilisations corporelles	739 149	575 346	163 803	14 573
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
<b>TOTAL immobilisations corporelles</b>	<b>989 804</b>	<b>794 646</b>	<b>195 158</b>	<b>300 036</b>
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	23 192	0	23 192	23 192
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	667	0	667	9 250
Autres immobilisations financières	360	0	360	360
<b>TOTAL immobilisations financières</b>	<b>24 218</b>	<b>0</b>	<b>24 218</b>	<b>32 802</b>
<b>Total Actif Immobilisé (II)</b>	<b>1 316 406</b>	<b>843 372</b>	<b>473 034</b>	<b>612 838</b>
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
<b>TOTAL Stock</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	492
Clients et comptes rattachés	5 251 215	122 031	5 129 184	5 852 320
Autres créances	398 498	0	398 498	2 044 373
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
<b>TOTAL Créances</b>	<b>5 649 713</b>	<b>122 031</b>	<b>5 527 682</b>	<b>7 897 185</b>
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	2 809 190	0	2 809 190	0
<b>TOTAL Disponibilités</b>	<b>2 809 190</b>	<b>0</b>	<b>2 809 190</b>	<b>0</b>
Charges constatées d'avance	42 711	0	42 711	42 811
<b>Total Actif Circulant (III)</b>	<b>8 501 614</b>	<b>122 031</b>	<b>8 379 584</b>	<b>7 939 996</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VI)	0		0	0
<b>Total Général (I à VI)</b>	<b>9 818 020</b>	<b>965 403</b>	<b>8 852 617</b>	<b>8 552 834</b>

## Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 0	154 000	154 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ....		104	104
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		15 400	15 400
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	0	0
<b>TOTAL Réserves</b>		<b>15 400</b>	<b>15 400</b>
Report à nouveau		1 031 278	307 052
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>		<b>476 496</b>	<b>724 227</b>
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		0	0
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)</b>		<b>1 677 278</b>	<b>1 200 782</b>
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
Provisions pour risques		696 384	544 898
Provisions pour charges		10 000	0
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)</b>		<b>706 384</b>	<b>544 898</b>
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		0	4 495
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	0	0
<b>TOTAL Dettes financières</b>		<b>0</b>	<b>4 495</b>
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 397 006	2 231 290
Dettes fiscales et sociales		1 892 894	1 923 716
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	22 946
Autres dettes		5 707	35 916
<b>TOTAL Dettes d'exploitation</b>		<b>3 295 607</b>	<b>4 213 869</b>
Produits constatés d'avance		3 173 348	2 588 790
<b>TOTAL DETTES (IV)</b>		<b>6 468 955</b>	<b>6 807 154</b>
Ecart de conversion Passif (V)		0	0
<b>TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)</b>		<b>8 852 617</b>	<b>8 552 834</b>

## Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	0	0	0	0
Production vendue biens	7 470	0	7 470	4 232
Production vendue services	13 485 503	0	13 485 503	12 885 470
<b>Chiffres d'affaires nets</b>	<b>13 492 973</b>	<b>0</b>	<b>13 492 973</b>	<b>12 889 702</b>
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			1 500	2 183
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			551 357	650 731
Autres produits			7 385	5
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>14 053 215</b>	<b>13 542 622</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			807 448	3 065 183
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			0	0
Autres achats et charges externes			7 311 861	4 523 890
Impôts, taxes et versements assimilés			219 508	263 962
Salaires et traitements			2 386 573	2 747 240
Charges sociales			1 643 607	1 255 742
Dotations d'exploitation	sur	Dotations aux amortissements	141 208	108 692
	immobilisations	Dotations aux provisions	0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		25 466	604 593
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		649 805	0
Autres charges			223	234
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>			<b>13 185 699</b>	<b>12 569 537</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>867 516</b>	<b>973 085</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			0	101
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
<b>Total des produits financiers (V)</b>			<b>0</b>	<b>101</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			3	72
Différences négatives de change			0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
<b>Total des charges financières (VI)</b>			<b>3</b>	<b>72</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>			<b>-3</b>	<b>28</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)</b>			<b>867 513</b>	<b>973 114</b>

## Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	219
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
<b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>	<b>0</b>	<b>219</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 251	2 355
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	19 283	2 635
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
<b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>25 534</b>	<b>4 990</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)</b>	<b>-25 534</b>	<b>-4 771</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	144 618	100 429
Impôts sur les bénéfices (X)	220 865	143 687
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>	<b>14 053 215</b>	<b>13 542 942</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>	<b>13 576 719</b>	<b>12 818 715</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)</b>	<b>476 496</b>	<b>724 227</b>

## **ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS**

**ENTREPRISE MICHEL FERRAZ**

## **Faits caractéristiques**

---

Aucun fait caractéristique n'est à signaler au titre de l'exercice écoulé  
Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

## Règles et méthodes comptables

### Principes généraux

Les règles comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes retenues par la société sont rappelées dans les paragraphes ci-dessous :

#### • Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires et le résultat générés par les contrats à long terme sont constatés dans les comptes selon l'avancement des travaux.

Le taux d'avancement correspond au rapport entre le coût des travaux exécutés au 31 décembre N et le montant total prévisionnel des coûts d'exécution des contrats

#### • Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire ou dégressive selon la méthode qui permet de mieux prendre en compte la dépréciation économique des immobilisations. Les durées d'amortissement retenues sont généralement les suivantes :

Immobilisations	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Concessions, Brevets, Licences	Linéaire	1 à 3 ans
Constructions	Linéaire	10 à 20 ans
Matériels et outillage industriels	Linéaire / Dégressif	3 à 5 ans
Matériels de transport	Linéaire / Dégressif	4 ans
Mobilier et agencements	Linéaire	10 ans
Matériels de bureau et informatique	Dégressif	3 à 4 ans

Concernant les fonds de commerce, une dépréciation est constatée le cas échéant pour ajuster la valeur nette comptable à sa valeur d'usage lorsque celle-ci est inférieure.

#### • Immobilisations financières

Les immobilisations financières se composent de :

##### *- Titres de participations :*

Les titres de participations sont enregistrés à leur valeur d'acquisition ou d'apport. Si cette valeur est supérieure à la valeur d'utilité, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence. La valeur d'utilité est déterminée par référence aux perspectives de développement et de résultat, celle-ci étant le cas échéant rectifiée pour tenir compte de l'intérêt de ces sociétés pour le groupe et de la quote-part des capitaux propres que les titres représentent.

##### *- Autres immobilisations financières*

Elles incluent principalement les dépôts et cautionnements

• Créances d'exploitation

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sont dépréciées en tenant compte des résultats observés en matière de recouvrement. Il en résulte des provisions pour dépréciation suivantes :

- Créances privées échues depuis plus de 3 mois provisionnées à 100%
- Créances publiques échues depuis plus de 6 mois provisionnées à 100%
- (...)

• Trésorerie

Dans le cadre d'une gestion centralisée de trésorerie (cash pooling), les mouvements financiers générés entre notre société et notre actionnaire sont inscrits au compte courant groupe qui est inscrit au bilan dans le poste « disponibilités » à l'actif ou dans le poste « emprunts et dettes financières divers » au passif.

• Provisions pour risques et charges

Il est rappelé qu'en application du règlement CRC-2000-06, les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable.

Lorsqu'un contrat à long terme doit conduire à un résultat global déficitaire, il est constitué une provision pour perte à terminaison égale à la différence entre la perte totale estimée et le total des pertes relatives à ce contrat, déjà prises en compte au titre de l'exercice et éventuellement des exercices antérieurs.

• Engagements pris en matière de pension, retraites et indemnités assimilées/Provision pour pension, retraites et indemnités assimilées

Les indemnités de fin de carrière dues au titre de la convention des travaux publics sont prises en charge par la CNRO au moment de leur versement aux ouvriers. Pour le personnel ETAM et IAC l'engagement/la provision de la société correspondant à l'effectif présent au 31 décembre 2017 représente un montant de 96 049 €.

Ce montant a été déterminé en prenant pour base les hypothèses d'actualisation suivantes :

- Le départ en retraite à taux plein à l'initiative du salarié selon la table suivante :

Date de Naissance	Cadres	Non Cadres
1955 +	64,5 ans	62 ans
1 954	64,25 ans	61,583 ans
1 953	64,25 ans	61,25 ans
1 952	64 ans	61 ans
1 951	63,75 ans	60,75 ans
1 950	63,5 ans	60,75 ans
1 949	63,25 ans	60,25 ans
1948 et antérieurs	63 ans	60 ans

- La rémunération moyenne et l'ancienneté acquise au 31/12/2017
- La probabilité de La présence des salariés dans l'entreprise à l'âge du départ à la retraite

• Intégration fiscale

La société ENTREPRISE MICHEL FERRAZ est fiscalement intégrée dans le groupe VINCI. Son impôt sur les sociétés est calculé comme si elle était imposée séparément.

## Notes sur le bilan

**ENTREPRISE MICHEL FERRAZ**

## Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	299 884	0	2 500	
	Terrains	0	0	0	
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	
	Sur sol d'autrui	0	0	0	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	592 387	0	-590 807	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	249 075	0	-73 927	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	590 807	
	Matériel de transport	68 640	0	-4 181	
	Matériel de bureau et mobilier informatique	98 889	0	-10 266	
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	
	Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	
	Avances et acomptes	0	0	0	
<b>TOTAL (III)</b>		<b>1 008 991</b>	<b>0</b>	<b>-88 374</b>	
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	
	Autres participations	23 192	0	0	
	Autres titres immobilisés	0	0	0	
	Prêts et autres immobilisations financières	9 610	0	0	
<b>TOTAL (IV)</b>		<b>32 802</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</b>		<b>1 341 677</b>	<b>0</b>	<b>-85 874</b>	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	0	0	302 384	0
	Terrains	0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
	Installations générales, agencements et	0	0	1 580	0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	0	-73 927	249 075	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements	0	44 456	546 351	0
	Matériel de transport	0	-4 181	68 640	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	-35 535	124 158	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
	Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
	Avances et acomptes	0	0	0	0
<b>TOTAL (III)</b>		<b>0</b>	<b>-69 186</b>	<b>989 804</b>	<b>0</b>
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	0
	Autres participations	0	0	23 192	0
	Autres titres immobilisés	0	0	0	0
	Prêts et autres immobilisations financières	0	8 583	1 027	0
<b>TOTAL (IV)</b>		<b>0</b>	<b>8 583</b>	<b>24 218</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</b>		<b>0</b>	<b>-60 603</b>	<b>1 316 406</b>	<b>0</b>

## Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0		
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		19 884	28 842	0	48 726		
Terrains		0	0	0	0		
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0		
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0		
	Installations générales, agencements	367 976	-366 481	0	1 494		
Installations techniques, matériels et outillages		188 023	29 783	0	217 806		
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	0	434 669	26 674	407 995		
	Matériel de transport	68 640	0	0	68 640		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	84 316	14 395	0	98 711		
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0		
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)</b>		<b>708 955</b>	<b>112 365</b>	<b>26 674</b>	<b>794 646</b>		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>		<b>728 839</b>	<b>141 208</b>	<b>26 674</b>	<b>843 372</b>		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
<b>CORPO.</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Acquis. de titres	0			0			0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler		0	0	0	0		
Primes de remboursement des obligations		0	0	0	0		

## Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
<b>TOTAL (I)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provisions pour litige	0	10 000	0	10 000
Frais de développement	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	544 898	639 805	488 319	696 384
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	0	0	0	0
<b>TOTAL (II)</b>	<b>544 898</b>	<b>649 805</b>	<b>488 319</b>	<b>706 384</b>
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	136 772	25 466	40 207	122 031
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
<b>TOTAL (III)</b>	<b>136 772</b>	<b>25 466</b>	<b>40 207</b>	<b>122 031</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>681 670</b>	<b>675 271</b>	<b>528 526</b>	<b>828 414</b>
Dont dotations et reprises d'exploitation		675 271	528 526	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

## Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations			0	0	0	
Prêts			667	667	0	
Autres immos financières			360	360	0	
<b>TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE</b>			<b>1 027</b>	<b>1 027</b>	<b>0</b>	
Clients douteux ou litigieux			115 570	115 570	0	
Autres créances			5 135 645	5 135 645	0	
Créances représentatives de titres prêtés			0	0	0	
Personnel et comptes rattachés			9 011	9 011	0	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			894	894	0	
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices		0	0	0	
	Taxe sur la valeur ajoutée		189 690	189 690	0	
	Autres impôts		11 898	11 898	0	
	Etat - divers		116 657	116 657	0	
Groupes et associés			0	0	0	
Débiteurs divers			70 347	70 347	0	
<b>TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT</b>			<b>5 649 713</b>	<b>5 649 713</b>	<b>0</b>	
Charges constatées d'avance			42 711	42 711	0	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>			<b>5 693 451</b>	<b>5 693 451</b>	<b>0</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice			0			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			0			
Prêts et avances consentis aux associés			0			
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles			0	0	0	0
Autres emprunts obligataires			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine			0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers			0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés			1 397 006	1 397 006	0	0
Personnel et comptes rattachés			334 743	334 743	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			238 347	238 347	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée		1 218 620	1 218 620	0	0
	Obligations cautionnées		0	0	0	0
	Autres impôts		101 184	101 184	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			0	0	0	0
Groupes et associés			0	0	0	0
Autres dettes			5 707	5 707	0	0
Dette représentative de titres empruntés			0	0	0	0
Produits constatés d'avance			3 173 348	3 173 348	0	0
<b>TOTAL DES DETTES</b>			<b>6 468 955</b>	<b>6 468 955</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice			0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice			0			

## Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	974 575
Dettes fiscales et sociales	430 804
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0
Autres dettes	0





## Nombre et valeur nominale des composants du capital social

Capital	Nombre au début de l'exercice	Valeur nominale	Valeur totale
31/12/2016	2 000	77	154 000
Variation			0
31/12/2017	2 000	77	154 000

## Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	154 000						154 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ....	104						104
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	15 400						15 400
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	0						0
Report à nouveau	307 052				724 227		1 031 279
Résultat de l'exercice	724 227	476 496	724 227				476 496
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 200 782</b>	<b>476 496</b>	<b>724 227</b>	<b>0</b>	<b>724 227</b>	<b>0</b>	<b>1 677 278</b>

## Notes sur le compte de résultat

**ENTREPRISE MICHEL FERRAZ**

## Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export et Intracom.	Total Exercice N	Total Exercice N-1	Variation
Chiffre d'affaires net	13 492 973	0	13 492 973	12 889 702	5%
TOTAL	13 492 973	0	13 492 973	12 889 702	5%



## Ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre résultat courant et résultat exceptionnel

	Résultat avant impôts	Impôts dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	867 513	164 148	703 365
Résultat exceptionnel (et participation)	-170 151	-56 717	-170 151
Résultat Comptable	867 513	220 865	476 496

## Information sur la fiscalité différée ou latente

Rubriques	Base d'impôt	Montant d'impôt
<b>IMPOT DU SUR :</b> Charges à déduire en 2017 et au-delà		
<b>TOTAL ACCROISSEMENTS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :</b> Provisions pour pertes à terminaison Provisions de restructuration Provisions pour Organic Provisions pour risque financier Provisions pour participation des salariés Autres provisions temporaires non déductibles	696 384    144 892 122 031	232 105    48 293 40 673
<b>TOTAL ALLEGEMENTS</b>	<b>963 307</b>	<b>321 070</b>
<b>SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE</b>	<b>-963 307</b>	<b>-321 070</b>

<b>IMPOT DU SUR :</b> Plus-values différées		
<b>CREDIT A IMPUTER SUR :</b> Déficits reportables Moins-values à long terme		
<b>SITUATION FISCALE LATENTE NETTE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## **Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi**

La loi de finance rectificative 2012 a instauré le crédit d'impôt compétitivité emploi. Le CICE est comptabilisé dans nos comptes en moins des charges d'impôt pour un montant de 116 162 €.

Ce montant n'est pas encore encaissé par la société, il sera imputé sur la liquidation de l'IS 2017 le 15/05/2018 ou il sera perçu courant juillet par le biais d'un remboursement. Le CICE 2016 a été utilisé de la manière suivante : 105 563 € pour la reconstitution du fonds de roulement.

## **Autres Informations**

**ENTREPRISE MICHEL FERRAZ**

## Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

---

Les rémunérations des organes de direction ne sont pas fournies. Cela conduirait indirectement à fournir des rémunérations individuelles.

## Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
<b>Engagements donnés (à détailler)</b>				
Cautions	321 337			321 337
Contre garanties	147 488			147 488
Retenues de garantie	753 915			753 915
Contrats de locations automobiles	147 813	73 140	74 673	
autres contrats de locations	23 425	14 336	9 089	
Contrats de locations immobilières	885 195	289 310	595 885	
<b>A. Total engagements liés à l'exploitation</b>	<b>2 279 173</b>	<b>376 786</b>	<b>679 647</b>	<b>1 222 740</b>
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
<b>B. Total engagements liés au financement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
<b>C. Total autres engagements donnés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>I. Total engagements donnés (A+B+C)</b>	<b>2 279 173</b>	<b>376 786</b>	<b>679 647</b>	<b>1 222 740</b>
<b>Engagements reçus (à détailler)</b>				
Cautions	112 316			112 316
Retenues de garantie	39 222			39 222
	0			
	0			
	0			
	0			
<b>II. Total engagements reçus</b>	<b>151 538</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>151 538</b>
<b>Engagements réciproques (à détailler)</b>				
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
<b>III. Total engagements réciproques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Crédit-bail

	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine					0
Amortissements :					
· Cumuls exercices antérieurs					0
· Dotation de l'exercice					0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0
Redevances payées :					
· Cumuls exercices antérieurs					0
· Exercices					0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0
· A plus d'1 an et 5 ans au plus					0
· A plus de 5 ans					0

## Société établissant des comptes consolidés

---

Dénomination et siège social
VINCI SA Capital de 1 478 042 370,00 RCS Nanterre 552 037 806 1 Cours Ferdinand de Lesseps - 92500 RUEIL MALMAISON

## Effectif moyen par catégorie

Effectif	Effectif moyen salarié	
	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	13	15
Agents de maîtrise	10	12
Employés et techniciens	3	5
Ouvriers	38	37
Autres		
<b>TOTAL</b>	<b>64</b>	<b>69</b>

## Entreprises liées

Postes	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation
<b>Comptes d'actifs</b>	2 830 942	0
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations	18 000	
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Créances clients et comptes rattachés	337 176	
Disponibilités (compte-courant trésorerie débiteur)	2 475 766	
Capital souscrit appelé non versé		
<b>Comptes de passifs</b>	171 039	0
Emprunts et dettes financières divers (C/C trésorerie créditeur)		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	171 039	
Autres dettes		
<b>Comptes de résultat</b>	0	0
Produits de participation		
Autres produits financiers		
Charges financières		
	0	0

## Liste des filiales et participations

	SITUATION NETTE		% Quote part capital détenu en pourcent.	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRETS ET AVANCES consentis par la sté et non encore remb.	MONTANTS CAUTIONS ET AVALS	CHIFFRE D'AFFAIRES H.T.	RESULTATS BENEFICES ou PERTES	DIVIDENDES ENCAISSES dans l'exercice	OBSERVATIONS
	Capital	Reserves et report à nouv. avant affect. des resultats		Brute	Nette						
A-Filiales											
B-Participations											
C-Autres participations											
<b>Total</b>				0	0	0	0	0	0	0	0



**ENTREPRISE MICHEL FERRAZ**

**Société Anonyme au capital de 154 000 €uros**  
**Siège social : 18 avenue du Général de Gaulle 92220 BAGNEUX**  
**Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE**  
**Sous le numéro 709 805 105**

**PROCES-VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**  
**DU 5 JUIN 2018**

L'an deux mille dix-huit,

Le 5 juin, à 10 heures, les Actionnaires de la société ENTREPRISE MICHEL FERRAZ se sont réunis au 64 avenue de Colmar, à RUEIL MALMAISON, en Assemblée Générale Mixte, sur convocation du Président du Conseil d'Administration.

Il a été établi une feuille de présence signée par chaque actionnaire présent en entrant en séance.

L'assemblée est présidée par Monsieur Pierre-Emmanuel RICHEZ Président du Conseil d'Administration.

La société VINCI Energies France, est représentée par Monsieur Jean-Michel BEGUE qui est par ailleurs désigné comme scrutateur.

Le cabinet DELOITTE & Associés, Commissaire aux Comptes, est absent et excusé.

Monsieur Nicolas PLANTEAU DU MAROUSSEM et Madame Anne CHABAUDIE assistent également à l'Assemblée Générale.

Le Président constate, d'après la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, que les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance, possèdent plus du cinquième et plus du quart des actions composant le capital social et ayant droit de vote ; qu'en conséquence, l'assemblée générale, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- Les copies des lettres de convocation,
- L'inventaire et les comptes annuels de l'exercice clôt le 31 décembre 2017,
- Le rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration,
- Le rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels et sur les conventions réglementées,
- La feuille de présence signée des membres du bureau,
- Le texte des résolutions proposées par le Conseil d'Administration,
- Les statuts de la société,
- Le projet de statuts modifiés.

Puis, le Président déclare que tous les documents devant, selon la législation en vigueur, être communiqués aux actionnaires, ont été tenus à leur disposition au siège social à compter de la convocation à l'assemblée, et que la société a satisfait, dans les conditions légales, aux demandes de documents dont elle a été saisie. L'assemblée lui donne acte de ses déclarations.

Le Président rappelle que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

*Du ressort de l'Assemblée Générale Ordinaire :*

- *Présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes*
- *Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et quitus aux administrateurs*
- *Affectation du résultat*
- *Approbation des conventions relevant des articles L225-38 et suivants du Code de commerce*
- *Nomination de nouveaux administrateurs*
- *Mandats des Commissaires aux comptes*
- *Questions diverses*
- *Pouvoir*

*Du ressort de l'Assemblée Générale Extraordinaire :*

- *Modifications statutaires*
- *Pouvoir*

Le Président donne lecture à l'Assemblée du rapport établi par le Conseil d'Administration.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

### **PREMIERE RESOLUTION**

#### *Approbation des comptes annuels*

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration, des rapports du Commissaire aux Comptes et les explications complémentaires fournies verbalement, approuve dans tous leurs termes le rapport du Conseil d'Administration et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils ont été présentés, lesdits comptes faisant apparaître, pour ledit exercice, un résultat bénéficiaire de 476 496 Euros.

Elle approuve en conséquence les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports, et donne quitus au Conseil d'Administration et au Président Directeur Général pour l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents**

## DEUXIEME RESOLUTION

### Affectation du résultat

Le résultat disponible s'établit comme suit :

- Résultat de l'exercice	476 496 euros
- Report à nouveau	1 031 278 euros
	-----
Soit un total disponible de	<b>1 507 774 euros</b>

L'Assemblée générale décide :

- De distribuer des dividendes, (soit un dividende unitaire de 500 € par action)	1 000 000 euros
- De constater que le solde du poste prime d'émission, de fusion, d'apport est de	0 euros
- De constater que le solde du poste report à nouveau est désormais de	507 774 euros
	-----
Soit un total de	<b>1 507 774 euros</b>

Il est rappelé que le montant des dividendes mis en distribution au cours des trois exercices précédents a été de :

Exercices clos le	Dividendes par action éligible à l'abattement de 40% (personne physique)	Dividendes par action non éligible à l'abattement de 40% (personne morale)
31/12/2016	-	-
31/12/2015	1 548,64	Par DAU du 14/09/16 : 547 097,30 € (soit 774,32 € par action) Dividende exceptionnel
31/12/2014	600	Par DAU du 09/06/15 : 599 400 € (soit 300 € par action)

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents**

### **TROISIEME RESOLUTION**

#### *Conventions réglementées*

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes mentionnant l'absence de convention de la nature de celles visées à l'article L225-38 du Code de Commerce, en prend acte purement et simplement.

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents**

### **QUATRIEME RESOLUTION**

#### *Nomination de la société VINCI Energies France Infras IDF Nord Est au poste d'Administrateur*

L'Assemblée Générale décide de nommer la société VINCI Energies France Infras IDF Nord Est, SAS au capital de 37 000 €, sise 64 avenue de Colmar – 92500 RUEIL MALMAISON, immatriculée au Registre d Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le N° 535 263 545 en qualité de nouvel Administrateur, pour une durée de six exercices, venant à expiration en 2024 à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2023.

La société VINCI Energies France Infras IDF Nord Est, prise en la personne de son Président Monsieur Nicolas PLANTEAU DU MAROUSSEM accepte les fonctions qui viennent de lui être confiées et remercie l'Assemblée Générale des Associés.

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents**

### **CINQUIEME RESOLUTION**

#### *Nomination de Madame Anne CHABAUDIE au poste d'Administrateur*

L'Assemblée Générale décide de nommer Madame Anne CHABAUDIE, née le 25 octobre 1968, demeurant 8 rue de l'Etang - Lieu Dit Bajolet - 91470 FORGES LES BAINS, en qualité de nouvel Administrateur, pour une durée de six exercices, venant à expiration en 2024 à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2023.

Madame CHABAUDIE accepte les fonctions qui viennent de lui être confiées et remercie l'Assemblée Générale des Associés.

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents**

### **SIXIEME RESOLUTION**

#### *Modifications statutaires*

L'Assemblée Générale des Actionnaires décide de modifier les articles suivants des statuts :

- Article 12 Réunions / délibérations du Conseil d'Administration :

o Rédaction antérieure :

« Sous réserve des Commissaires aux Comptes ainsi que, le cas échéant, des représentants du Comité d'Entreprise qui sont convoqués par lettre recommandée, les

convocations sont faites par tous moyens (lettre simple, télégramme, télécopie ou courrier électronique). »

○ Nouvelle rédaction :

« Les Administrateurs, les Commissaires aux Comptes et les représentants du Comité d'Entreprise sont convoqués conformément à la loi. »

- Article 17 Commissaires aux comptes :

○ Rédaction antérieure :

« Le contrôle de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants, dans les conditions fixées par la loi. »

○ Nouvelle rédaction :

« Le contrôle de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui sont nommés et exercent leur mission dans les conditions fixées par la loi. »

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents**

### **SEPTIEME RESOLUTION**

*Mandat du Commissaire aux Comptes titulaire*

- Le mandat du Commissaire aux Comptes titulaire, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES, arrive à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.
- L'Assemblée Générale décide de le renouveler pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera en 2024 sur les comptes de l'exercice clôt le 31 décembre 2023.

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents**

### **HUITIEME RESOLUTION**

*Mandat du Commissaire aux Comptes suppléant*

- Le mandat du Commissaire aux comptes suppléant, BEAS, arrive à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.
- L'Assemblée Générale décide de ne pas le remplacer.

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents**

### **NEUVIEME RESOLUTION**

*Pouvoirs*

L'Assemblée Générale confère en tant que de besoin, tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes décisions, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales consécutives.

**Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des présents**

-----  
Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 11 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président  
Pierre-Emmanuel RICHEZ



Le Scrutateur  
Jean-Michel BEGUE



Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : ENTREPRISE MICHEL FERRAZ		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12					
Adresse de l'entreprise 0018 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux		Durée de l'exercice précédent* 12					
Numéro SIRET* 7 0 9 8 0 5 1 0 5 0 0 0 6 7			Néant <input type="checkbox"/> *				
			Exercice N clos le, 31/12/2017				
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3			
Capital souscrit non appelé (I) AA							
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC			
		Frais de développement *	CX	CQ			
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	20 726	1 658	
		Fonds commercial (1)	AH	AI	28 000	252 000	
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK			
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	AO			
		Constructions	AP	AQ	1 494	86	
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS	217 806	31 269	
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU	575 346	163 803	
		Immobilisations en cours	AV	AW			
		Avances et acomptes	AX	AY			
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT			
		Autres participations	CU	CV	23 192	23 192	
		Créances rattachées à des participations	BB	BC			
		Autres titres immobilisés	BD	BE			
		Prêts	BF	BG	667	667	
		Autres immobilisations financières*	BH	BI	360	360	
	<b>TOTAL (II)</b>		<b>BJ</b>	<b>BK</b>	1 316 406	843 372	473 034
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM			
		En cours de production de biens	BN	BO			
		En cours de production de services	BP	BQ			
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS			
		Marchandises	BT	BU			
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW			
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	BY	5 251 215	122 031	5 129 184
		Autres créances (3)	BZ	CA	398 498		398 498
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC			
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD	CE			
	Disponibilités	CF	CG	2 809 190		2 809 190	
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	CI	42 711		42 711	
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>CJ</b>	<b>CK</b>	8 501 614	122 031	8 379 584	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW					
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM					
	Écarts de conversion actif* (VI)	CN					
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)</b>		<b>CO</b>	<b>IA</b>	9 818 020	965 403	8 852 617	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP	(3) Part à plus d'un an		CR	
Clause de réserve de propriété :*	Immobilisations :	Stocks :		Créances :			

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		ENTREPRISE MICHEL FERRAZ		Néant <input type="checkbox"/> *
				Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : .....154 000.....)	DA	154 000	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	104	
	Écarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <b>EK</b> )	DC		
	Réserve légale (3)	DD	15 400	
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* ( Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <b>B1</b> )	DF		
	Autres réserves ( Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <b>EJ</b> )	DG		
	Report à nouveau	DH	1 031 278	
	<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	DI	476 496	
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
		<b>TOTAL (I)</b>	DL	1 677 278
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
		<b>TOTAL (II)</b>	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	696 384	
	Provisions pour charges	DQ	10 000	
		<b>TOTAL (III)</b>	DR	706 384
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	0	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <b>EI</b> )	DV	0	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	1 397 006	
	Dettes fiscales et sociales	DY	1 892 894	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
Autres dettes	EA	5 707		
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	3 173 348	
		<b>TOTAL (IV)</b>	EC	6 468 955
	Écarts de conversion passif*	(V)	ED	
		<b>TOTAL GÉNÉRAL (I à V)</b>	EE	8 852 617
RENVois	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C		
		1D		
		1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	6 468 955		
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH			

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

		Exercice N				Néant <input type="checkbox"/> *		
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires			Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC		
	Production vendue { biens * services *	FD	7 470	FE		FF	7 470	
		FG	13 485 503	FH	0	FI	13 485 503	
	<b>Chiffres d'affaires nets *</b>	FJ	13 492 973	FK	0	FL	13 492 973	
	Production stockée*					FM		
	Production immobilisée*					FN		
	Subventions d'exploitation					FO	1 500	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	551 357	
	Autres produits (1) (11)					FQ	7 385	
	<b>Total des produits d'exploitation (2) (I)</b>						FR	14 053 215
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	807 448	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	7 311 861	
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	219 508	
	Salaires et traitements*					FY	2 386 573	
	Charges sociales (10)					FZ	1 643 607	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations { - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions*					GA	141 208
							GB	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC	25 466
	Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	649 805	
	Autres charges (12)					GE	223	
<b>Total des charges d'exploitation (4) (II)</b>						GF	13 185 699	
<b>1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>						GG	867 516	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée*					GH	(III)	
	Perte supportée ou bénéfice transféré*					GI	(IV)	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL		
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
<b>Total des produits financiers (V)</b>						GP		
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	3	
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
<b>Total des charges financières (VI)</b>						GU	3	
<b>2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>						GV	-3	
<b>3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)</b>						GW	867 513	

Désignation de l'entreprise <u>ENTREPRISE MICHEL FERRAZ</u>		Néant <input type="checkbox"/> *	
			<b>Exercice N</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		HA
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *		HB
	Reprises sur provisions et transferts de charges		HC
	<b>Total des produits exceptionnels (7) (VII)</b>		HD
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)		HE 6 251
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *		HF 19 283
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)		HG
	<b>Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)</b>		HH 25 534
<b>4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>			HI -25 534
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	144 618
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	220 865
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>		HL	14 053 215
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>		HM	13 576 719
<b>5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)</b>			HN 476 496
RENVOIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
	(2) Dont	produits de locations immobilières	HY
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG
	(3) Dont	- Crédit-bail mobilier *	HP
		- Crédit-bail immobilier	HQ
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH	
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJ	
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK	
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX	
	(6ter) Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles ( art. 39 quinquies D)	RD
	(9) Dont transferts de charges	A1	22 830
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3		
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4		
(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives	A6	obligatoires	A9
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :	Exercice N		
charges exceptionnelles	25 534		
produits exceptionnelles			0
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :	Exercice N		
	Charges antérieures		Produits antérieurs

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise										ENTREPRISE MICHEL FERRAZ										Néant <input type="checkbox"/> *	
CADRE A		IMMOBILISATIONS								Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations									
										1		Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence			2			Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste			
																		3			
INCORP.	Frais d'établissement et de développement								TOTAL I	CZ		D8		D9							
	Autres postes d'immobilisations incorporelles								TOTAL II	KD	299 884	KE		KF	2 500						
CORPORELLES	Terrains									KG		KH		KI							
	Constructions	Sur sol propre		Dont Composants		L9				KJ		KK		KL	0						
		Sur sol d'autrui		Dont Composants		M1				KM		KN		KO							
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions *				Dont Composants		M2		592 387	KP		KQ		KR	-590 807					
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				Dont Composants		M3		249 075	KS		KT		KU	-73 927						
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *									KV		KW		KX	590 807					
		Matériel de transport*								68 640	KY		KZ		LA	-4 181					
		Matériel de bureau et mobilier informatique								98 889	LB		LC		LD	-10 266					
		Emballages récupérables et divers *									LE		LF		LG						
	Immobilisations corporelles en cours									LH		LI		LJ							
	Avances et acomptes									LK		LL		LM							
	TOTAL III								LN	1 008 991	LO		LP	-88 374							
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence								8G		8M		8T								
	Autres participations								8U	23 192	8V	0	8W	0							
	Autres titres immobilisés								1P		1R		1S								
	Prêts et autres immobilisations financières								1T	9 610	1U		1V	0							
	TOTAL IV								LQ	32 802	LR	0	LS	0							
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)								ØG	1 341 677	ØH	0	ØJ	-85 874								
CADRE B		IMMOBILISATIONS								Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence							
										par virement de poste à poste		par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice							
										1		2		3		4					
INCORP.	Frais d'établissement et de développement								TOTAL I	IN		CØ		DØ		D7					
	Autres postes d'immobilisations incorporelles								TOTAL II	IO	0	LV	302 384	LW		IX					
CORPORELLES	Terrains									IP		LX		LY		LZ					
	Constructions	Sur sol propre				IQ				MA	0	MB		MC							
		Sur sol d'autrui				IR				MD		ME		MF							
		Inst. gales, agencts et am. des constructions						IS		0	MG	1 580	MH		MI						
	Installations techniques, matériel et outillage industriels									IT	-73 927	MJ	249 075	MK		ML					
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales., agencts, aménagements divers						IU		44 456	MM	546 351	MN		MO						
		Matériel de transport						IV		-4 181	MP	68 640	MQ		MR						
		Matériel de bureau et mobilier informatique, mobilier						IW		-35 535	MS	124 158	MT		MU						
		Emballages récupérables et divers *						IX			MV		MW		MX						
	Immobilisations corporelles en cours									MY		MZ		NA		NB					
Avances et acomptes									NC		ND		NE		NF						
TOTAL III								IY	-69 186	NG	989 804	NH		NI							
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence								IZ		ØU		M7		ØW						
	Autres participations								IO		ØX	23 192	ØY		ØZ						
	Autres titres immobilisés								II		2B		2C		2D						
	Prêts et autres immobilisations financières								I2	8 583	2E	1 027	2F		2G						
	TOTAL IV								I3	8 583	NJ	24 218	NK		2H						
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)								I4	-60 603	ØK	1 316 406	ØL		ØM							

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Exercice N clos le : 31/12/2017

 Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col. 6) devient nulle.

 Désignation de l'entreprise : ENTREPRISE MICHEL FERRAZ
Néant  \*

CADRE A	Détermination du montant des écarts (col. 1 – col. 2) (1)		Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement			Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col. 1 – col. 2) – col. 5 (5)]
	Augmentation du montant brut des immobilisations  1	Augmentation du montant des amortissements  2	Au cours de l'exercice		Montant cumulé à la fin de l'exercice (4)  5	
			Montant des suppléments d'amortissement (2)  3	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3)  4		
1 Concessions, brevets et droits similaires						
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 TOTAUX						

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis j du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :
- a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
- b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne «Provisions réglementées».

**CADRE B  
DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL**

1 — FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE .....	
2 — FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE.....	–
3 — FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE.....	=

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise <u>ENTREPRISE MICHEL FERRAZ</u>							Néant <input type="checkbox"/> *			
<b>CADRE A</b>										
<b>SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *</b>										
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement <b>TOTAL I</b>		CY		EL		EM		EN		
Autres immobilisations incorporelles <b>TOTAL II</b>		PE	19 884	PF	28 842	PG	0	PH	48 726	
Terrains		PI		PJ		PK		PL		
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ		
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU		
	Inst. générales, agencements, aménagement des constructions	PV	367 976	PW	-366 481	PX	0	PY	1 494	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	188 023	QA	29 783	QB	0	QC	217 806	
Autres immobilisations	Inst. générales., agencements, aménagement divers	QD		QE	434 669	QF	26 674	QG	407 995	
	Matériel de transport	QH	68 640	QI	0	QJ	0	QK	68 640	
corporelles	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	84 316	QM	14 395	QN	0	QO	98 711	
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT		
	<b>TOTAL III</b>	QU	708 955	QV	112 365	QW	26 674	QX	794 646	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>		ØN	728 839	ØP	141 208	ØQ	26 674	ØR	843 372	
<b>CADRE B</b>										
<b>VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES</b>										
Immobilisations amortissables	DOTATIONS						REPRISES			Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel	Colonne 4 Différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel				
Frais établissements <b>TOTAL I</b>	M9	N1	N2	N3	N4	N5	N6			
Autres immob. incor- porelles <b>TOTAL II</b>	N7	N8	P6	P7	P8	P9	Q1			
Terrains	Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8			
Constructions	Sur sol propre	R1	R2	R3	R4	R5	R6			
	Sur sol d'autrui	R7	R8	R9	S1	S2	S3			
Ins. gales, agenc et am. des const.	S5	S6	S7	S8	S9	T1	T2			
Inst. techniques mat. et outillage	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9			
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1	U2	U3	U4	U5	U6			
	Matériel de transport	U8	U9	V1	V2	V3	V4			
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6	V7	V8	V9	W1	W2			
	Emballages récup. et divers	W4	W5	W6	W7	W8	W9			
<b>TOTAL III</b>	X2	X3	X4	X5	X6	X7	X8			
Frais d'acquisition de titres de participation <b>TOTAL IV</b>	NL			NM			NO			
<b>Total général (I+II+III+IV)</b>	NP	NQ	NR	NS	NT	NU	NV			
<b>Total général non ventilé (NP+NQ+NR)</b>	NW	Total général non ventilé (NS+NT+NU)			NY	Total général non ventilé (NW-NY)			NZ	
<b>CADRE C</b>										
<b>MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*</b>		Montant net au début de l'exercice		Augmentations		Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler						Z9			Z8	
Primes de remboursement des obligations						SP			SR	

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts)

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3	Montant à la fin de l'exercice 4	
Désignation de l'entreprise <u>ENTREPRISE MICHEL FERRAZ</u>		Néant <input type="checkbox"/> *				
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T	TA	TB	TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) *	3U	TD	TE	TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V	TG	TH	TI	
	Amortissements dérogatoires	3X	TM	TN	TO	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3	D4	D5	D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ	IK	IL	IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y	TP	TQ	TR	
	<b>TOTAL I</b>	3Z	TS	TT	TU	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	4B	4C	4D	
	Provisions pour garanties données aux clients	4E	4F	4G	4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J	4K	4L	4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S	
	Provisions pour pertes de change	4T	4U	4V	4W	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	4Y	4Z	5A	
	Provisions pour impôts (1)	5B	5C	5D	5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F	5H	5J	5K	
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO	EP	EQ	ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R	5S	5T	5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	5W	5X	5Y	
<b>TOTAL II</b>	5Z	TV	TW	TX		
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations	- incorporelles	6A	6B	6C	6D
		- corporelles	6E	6F	6G	6H
		- titres mis en équivalence	02	03	04	05
		- titres de participation	9U	9V	9W	9X
		- autres immobilisations financières (1) *	06	07	08	09
	Sur stocks et en cours	6N	6P	6R	6S	
	Sur comptes clients	6T	6U	6V	6W	
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X	6Y	6Z	7A	
	<b>TOTAL III</b>	7B	TY	TZ	UA	
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	7C	UB	UC	UD	
Dont dotations et reprises	- d'exploitation	UE	UE	UF		
	- financières	UG	UG	UH		
	- exceptionnelles	UJ	UJ	UK		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5 <sup>e</sup> du C.G.I.					10	

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032



Désignation de l'entreprise : <u>ENTREPRISE MICHEL FERRAZ</u>				Néant <input type="checkbox"/> *							
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut		A 1 an au plus		A plus d'un an			
				1		2		3			
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations		UL		UM		UN				
	Prêts (1) (2)		UP	667	UR	667	US				
	Autres immobilisations financières		UT	360	UV	360	UW				
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		VA	115 570		115 570					
	Autres créances clients		UX	5 135 645		5 135 645					
	Créance représentative de titres (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* UO )		ZI								
	Personnel et comptes rattachés		UY	9 011		9 011					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		UZ	894		894					
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		VM							
		Taxe sur la valeur ajoutée		VB	189 690		189 690				
		Autres impôts, taxes et versements assimilés		VN	11 898		11 898				
		Divers		VP	116 657		116 657				
	Groupe et associés (2)		VC								
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		VR	70 347		70 347					
	Charges constatées d'avance		VS	42 711		42 711					
	<b>TOTAUX</b>			VT	5 693 451	VU	5 693 451	VV			
RENVOS	(1)	Montant des – Prêts accordés en cours d'exercice	VD								
		– Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE								
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		VF							
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut		A 1 an au plus		A plus d'1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
				1		2		3		4	
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y									
Autres emprunts obligataires (1)		7Z									
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine		VG	0		0					
	à plus d'1 an à l'origine		VH								
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A	0		0						
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	1 397 006		1 397 006						
Personnel et comptes rattachés		8C	334 743		334 743						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	238 347		238 347						
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		8E								
	Taxe sur la valeur ajoutée		VW	1 218 620		1 218 620					
collectivités publiques	Obligations cautionnées		VX								
	Autres impôts, taxes et assimilés		VQ	101 184		101 184					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J									
Groupe et associés (2)		VI	0		0						
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	5 707		5 707						
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		ZZ									
Produits constatés d'avance		8L	3 173 348		3 173 348						
<b>TOTAUX</b>			VY	6 468 955	VZ	6 468 955					
RENVOS	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ		(2)	Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	VL				
		Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK								
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032											

Désignation de l'entreprise : ENTREPRISE MICHEL FERRAZ						Néant <input type="checkbox"/> *		Exercice N, clos le : 31/12/2017			
<b>I. RÉINTÉGRATIONS</b>						<b>BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE</b>					
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail (entreprises à l'IR)		de l'exploitant ou des associés		de son conjoint		0	moins part déductible*	0	à réintégrer :	
	Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)		WD	Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles		WE					
	Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.)		WF	Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS)		WG	2 700				
	Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option		RA	( Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D)		RB					
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)		WI	963 307	Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067-BIS)		XX				
	Amendes et pénalités		WJ	6 251	Charges financières (art. 212 bis) *		XZ	0			
	Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI*										
	Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)										
	Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE		WL	57 341		Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI		L7			
	Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Moins-values nettes à long terme		- imposées au taux de 15 % ou de 19 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) - imposées au taux de 0 %							
Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs*				- Plus-values nettes à court terme - Plus-values soumises au régime des fusions							
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)											
Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT *	Intérêts excédentaires (art. 39-1-3 et 212 du C.G.I.)		SU	0		Zones d'entreprises* (activité exonérée)		SW			
	Déficits étrangers antérieurement déduit par les PME (art. 209C)		SX			Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro		M8			
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage											
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage											
								<b>TOTAL I</b>		WR	1 755 460
<b>II. DÉDUCTIONS</b>						<b>PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE</b>					
Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. *											
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégréés dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III)											
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme		- imposées au taux de 15 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) - imposées au taux de 0 % - imposées au taux de 19 % - imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures - imputées sur les déficits antérieurs								
	Autres plus-values imposées au taux de 19 %										
	Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée*										
	Régime des sociétés mères et des filiales *		(Quote-part des frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation								2A
	Produit net des actions et parts d'intérêts :										
Mesures d'incitation	Dédution autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer*.										
	Majoration d'amortissement*										
	Abattement sur le bénéfice et exonérations*	Reprise d'entreprises en difficultés (44 septies)		K9	Entreprises nouvelles (44 sixies)		L2	Jeunes entreprises innovantes (44 sixies A)		L5	
		Pôle de compétitivité hors CICE (44 undecies)		L6	Sociétés investissement immobilier cotée (art. 208C)		K3	Zone de restructuration de la défense (44 terdecies)		PA	
Zone franche urbaine -TE (44 octies, octies A)		0V	Bassin d'emploi à redynamiser (44 duodecies)		1F	Zone franche d'activité (44 quaterdecies)		XC			
Zone de revitalisation rurale (art. 44 quindecies)										PC	
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)											
Dédutions diverses à détailler sur feuillet séparé		Dont déduction exceptionnelle pour investissement		X9	Créance dégagee par le report en arrière de déficit		ZI				
Dédution des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage											
<b>III. RÉSULTAT FISCAL</b>								<b>TOTAL II</b>		XH	688 759
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :						bénéfice (I moins II) déficit (II moins I)		XI	1 066 701		
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)*								ZL	0		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)*									XL		
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)								XN	1 066 701		
									XO		





DÉTERMINATION DU RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ  
COMME SI ELLE ÉTAIT IMPOSÉE SÉPARÉMENT

(À souscrire par chaque société du groupe)

Dénomination de la société : ENTREPRISE MICHEL FERRAZ

N° SIRET : 70980510500067

Adresse du SIE où est déposée la déclaration de résultats :

0008 DGE  
93505 PANTIN Cedex

Exercice du : 01/01/2017 au : 31/12/2017

Néant \*

I - RÉINTÉGRATIONS		Bénéfice comptable de l'exercice (report de la ligne WA du 2058 A)	E 1	476 496
Réintégrations (report des lignes WD à Y3 du 2058 A)			E 2	1 278 964
Réintégrations des charges financières selon l'article 212 bis du CGI			E 9	0
Réintégration de 4% du produit des participations concernées par le taux réduit de la quote-part de frais et charges mentionnée en ligne 2A du tableau 2058A			Z 7	
		TOTAL I	E 3	1 755 460
II - DÉDUCTIONS		Perte comptable de l'exercice (report de la ligne WS du 2058 A)	E 4	
Déductions (report des lignes WT, WU, WZ et XA à Y2 du tableau 2058 A)			E 5	688 759
Déductions des intérêts différés selon l'article 212 du CGI, nés pendant la période d'appartenance au groupe			E X	0
Plus-values nettes à long terme	• imposées au taux de 19 %		E Y	
	• imposées au taux de 15 %		E 6	
	• imposées au taux de 0 %		E Z	
	• imputées sur les moins-values nettes à long terme		E 7	
	• imputées sur les déficits antérieurs		E 8	
	• autres plus-values imposées au taux de 19 % (art. 210 E, 210 F <sup>(1)</sup> , 238 bis JA, 208 C et 219-IV du CGI)		I 9	
III - RÉSULTAT FISCAL		TOTAL II	F 1	688 759
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables	Bénéfice (I-II)	F 2	1 066 701	
	Déficit (II-I)	F 3	0	
Déficit de l'exercice reporté en arrière *		F 4		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (à détailler au cadre I du tableau n° 2058 B bis) *		F 6		
Résultat fiscal	Bénéfice	F 8	1 066 701	
	Déficit	F 9	0	

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice.

1) Le taux réduit d'impôt sur les sociétés s'applique aux cessions à titre onéreux réalisées à compter du 1er janvier 2012.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise <b>ENTREPRISE MICHEL FERRAZ</b>	Néant <input type="checkbox"/> *
---	----------------------------------

<b>I. SUIVI DES DÉFICITS</b>			
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	<b>K4</b>		
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058-A)	<b>K5</b>		
Déficits reportables (différence K4-K5)	<b>K6</b>		
Déficits de l'exercice (tableau 2058 A, ligne XO)	<b>YJ</b>		0
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)	<b>YK</b>		
<b>II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES</b>			
Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1 <sup>e</sup> bis Al. 1 <sup>er</sup> du CGI, dotations de l'exercice	<b>ZT</b>		
<b>III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT</b>			
(à détailler sur feuillet séparé)	Dotations de l'exercice	Reprises sur l'exercice	
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1 <sup>e</sup> bis Al. 2 du CGI *	<b>ZV</b>	<b>ZW</b>	
Provisions pour risques et charges *			
Provision pour pertes sur contrat (pertes à terminaison)	<b>8X</b>	696 384	<b>8Y</b> 544 898
	<b>8Z</b>		<b>9A</b>
	<b>9B</b>		<b>9C</b>
Provisions pour dépréciation *			
Provision sur créances clients	<b>9D</b>	122 031	<b>9E</b>
	<b>9F</b>		<b>9G</b>
	<b>9H</b>		<b>9J</b>
Charges à payer			
Participation des salariés	<b>9K</b>	144 892	<b>9L</b> 101 099
	<b>9M</b>		<b>9N</b>
	<b>9P</b>		<b>9R</b>
	<b>9S</b>		<b>9T</b>
<b>TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T)</b> à reporter au tableau 2058-A :	<b>YN</b>	963 307	<b>YO</b> 645 997
		↓ ligne W1	↓ ligne WU

**CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 septies du CGI)**

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice	Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
<b>L1</b>			

<b>ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS</b> (art. L3113-1 et L3211-1 du code des Transports) (case à cocher)	<b>XU</b>	<input type="checkbox"/>
--	-----------	--------------------------

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.  
(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

1<sup>er</sup> EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

**RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS**  
**ÉTAT DE SUIVI DES DÉFICITS**  
**ET AFFECTATION DES MOINS-VALUES À LONG TERME**  
**COMME SI LA SOCIÉTÉ ÉTAIT IMPOSÉE SÉPARÉMENT**

N° 2058 Bbis  
2018

(À souscrire par chaque société du groupe)

Dénomination de la société intégrée ou du groupe : ENTREPRISE MICHEL FERRAZ

Adresse du SIE où est déposée la déclaration de résultats :

0008 DGE  
93505 PANTIN Cedex

Exercice du : 01/01/2017 au : 31/12/2017

Néant \*

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 19%	
Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15 %	
Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 0 %	
Gains nets d'ensemble retirés de la cession d'éléments d'actif exclus du régime des plus ou moins-values à long terme (art. 219 I a sexies-0 du CGI)	

I - SUIVI DES DÉFICITS *		
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	M5	
Déficits imputés	J9	
Déficits reportables	M6	
Déficits nés au titre de l'exercice	H8	0
Total des déficits restant à reporter	H9	0

(1) Report de la ligne H9 du tableau 2058 Bbis déposé au titre de l'exercice précédent.

II - ÉLÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES MOINS-VALUES À LONG TERME						
Origine	Moins-values			Imputations sur les plus-values à long terme à 19 % ou à 15 %	Imputations sur le résultat de l'exercice	Solde des moins-values à reporter col : 2 + 3 + 4 - 5 - 6
	À 19 % ou à 15 %	À 16,5 %	À 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a sexies -0 et 219 I a sexies-0 bis du CGI) (1)			
1	2	3	4	5	6	7
Moins-values nettes N	0	0	(2) 0 (3) 0		0	0
Moins-values nettes à long terme subies au cours des 10 exercices antérieurs (montant restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N - 1		(2) (3)			
	N - 2		(2) (3)			
	N - 3		(2) (3)			
	N - 4		(2) (3)			
	N - 5		(2) (3)			
	N - 6		(2) (3)			
	N - 7		(2) (3)			
	N - 8		(2) (3)			
	N - 9		(2) (3)			
	N - 10		(2) (3)			

(1) L'article 219 I-a sexies-0 du CGI, admet sous conditions, l'imputation des moins-values antérieures sur cessions de certains titres exclus du régime du long terme pour la détermination des résultats des exercices clos à compter du 31 décembre 2006, dans certaines limites.

(2) Moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI non cotées (article 219 I-a sexies-0 bis du CGI).

(3) Moins-values à long terme relevant de l'article 219 I-a sexies-0 du CGI.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice groupe n° 2058-not-sd et la notice 2032-sd.

Désignation de l'entreprise <b>ENTREPRISE MICHEL FERRAZ</b>										Néant <input type="checkbox"/> *					
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	ØC	307 052	AFFECTATIONS	Affectations aux réserves	- Réserve légale	ZB								
							- Autres réserves	ZD							
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD	724 227		Dividendes	ZE									
	Prélèvements sur les réserves	ØE			Autres répartitions	ZF									
	<b>TOTAL I</b>	ØF	1 031 278		Report à nouveau (N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II)	ZG			1 031 278						
			<b>TOTAL II</b>	ZH			1 031 278								
<b>RENSEIGNEMENTS DIVERS</b>										Exercice N :					
ENGAGEMENTS	Engagements de crédit-bail mobilier	( Précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail )			J7			YQ							
	Engagements de crédit-bail immobilier							YR							
	Effets portés à l'escompte et non échus							YS							
DÉTAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNNES	Sous-traitance							YT	3 555 025						
	Locations, charges locatives et de copropriété	( dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois )			J8	793 276		XQ	1 110 130						
	Personnel extérieur à l'entreprise							YU	697 057						
	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)							SS	81 102						
	Retrocessions d'honoraires, commissions et courtages							YV							
	Autres comptes	( dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles )			ES			ST	1 868 547						
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052										ZJ	7 311 861			
	IMPÔTS ET TAXES	Taxe professionnelle *, CFE, CVAE							YW	69 504					
Autres impôts, taxes et versements assimilés		( dont taxe intérieure sur les produits pétroliers )			ZS			9Z	150 004						
Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052										YX	219 508				
T.V.A.	Montant de la T.V.A. collectée							YY	2 782 040						
	Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations							YZ	1 153 443						
DIVERS	Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS 2017) *							ØB	2 547 920						
	Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *							ØS							
	Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *							ZK	0,75	%					
	Numéro du centre de gestion agréé *	XP			— Filiales et participations: (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI)					Si oui cocher 1 Sinon 0	ZR	0			
	Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice							RG							
	Montant de l'investissement qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies							RH							
RÉGIME DE GROUPE *	Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.	JA	1 066 701	Plus-values à 15%	JK	0	Plus-values à 0%	JL	0						
				Plus-values à 19%	JM	0	Imputations	JC	134 595						
	Groupe : résultat d'ensemble.	JD		Plus-values à 15%	JN		Plus-values à 0%	JO							
				Plus-values à 19%	JP		Imputations	JF							
	Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale										JH	2	N° SIRET de la société mère du groupe	JJ	55203780600585

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe).

**FICHE DE CALCUL DU PLAFONNEMENT DES RÉSULTATS  
ET DES PLUS-VALUES NETTES À LONG TERME  
POUR L'IMPUTATION DES DÉFICITS ET MOINS-VALUES  
ANTÉRIEURS A L'ENTRÉE DANS LE GROUPE**

(À souscrire par chaque société du groupe)

Dénomination de la société : ENTREPRISE MICHEL FERRAZ

N° SIRET : 70980510500067

Adresse du SIE où est déposée la déclaration de résultats :

Exercice du : 01/01/2017 au : 31/12/2017

Néant \*

<b>Plafonnement des plus-values nettes à long terme d'imputation (Art. 223 I 4 du CGI)</b>		<b>19 % <sup>(1)</sup></b>	<b>15 %</b>	<b>0 %</b>
Plus ou moins-values nettes à long terme déterminées par l'entreprise	1	0	0	0
Plus-values à long terme résultant de certaines cessions et non retenues pour la détermination de la plus ou moins-value nette à long terme d'ensemble y compris les plus-values de transfert de titres de compte à compte dont le report d'imposition cesse du fait de la cession	2			
Plus-values à long terme provenant de cessions hors du groupe d'immobilisations non amortissables ayant fait l'objet d'un apport qui a bénéficié des dispositions de l'article 210 A du CGI à hauteur de la plus-value d'apport	3			
Moins-values à long terme résultant de cessions relevant de l'article 223 F du CGI	4			
Plus-values nettes à long terme utilisées pour l'imputation des déficits et moins-values nettes à long terme antérieurs : 1 - (2 + 3) + 4	5	0	0	0
<b>Plafonnement du bénéfice d'imputation (Art. 223 I 4 du CGI)</b>				
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables (Bénéfice : 2058 A ligne XI) ( ou déficit : 2058 A ligne XJ)	6		1 066 701	
Abandons de créances et subventions directes et indirectes	7			
Plus-values à court terme et résultats provenant de certaines cessions et non retenues pour la détermination du résultat d'ensemble y compris les résultats de transfert de titres de compte à compte dont le report d'imposition cesse du fait de la cession	8			
Plus-values à court terme provenant de cessions hors du groupe d'immobilisations non amortissables ayant fait l'objet d'un apport qui a bénéficié des dispositions de l'article 210 A du CGI à hauteur de la plus-value d'apport	9			
Plus-values sur immobilisations amortissables dégagées lors d'un apport qui a bénéficié du régime de l'article 210 A du CGI et qui sont réintégrées par la société bénéficiaire de cet apport	10			
Réévaluations libres	11			
Pertes provenant de cessions relevant de l'article 223 F du CGI	12			
Bénéfice utilisé pour l'imputation des déficits antérieurs : 6 - (7 + 8 + 9 + 10 + 11) + 12	13		1 066 701	

(1) pour les cessions de titres de sociétés à prépondérance immobilière cotées, pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice.

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : ENTREPRISE MICHEL FERRAZ

Néant  \*

### A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

	Nature et date d'acquisition des éléments cédés* ①	Valeur d'origine* ②	Valeur nette réévaluée* ③	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt ④	Autres amortissements* ⑤	Valeur résiduelle ⑥
I. Immobilisations*	1					
	2					
	3					
	4					
	5					
	6					
	7					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					

### B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

### Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées\*

	Prix de vente ⑦	Montant global de la plus-value ou de la moins-value ⑧	Court terme ⑨	Long terme ⑩			Plus-values taxables à 19 % (1) ⑪
				19 %	15 % ou 12,8 %	0 %	
I. Immobilisations*	1						
	2						
	3						
	4						
	5						
	6						
	7						
	8						
	9						
	10						
	11						
	12						

II - Autres éléments	13	Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés	+				
	14	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés	+				
	15	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale	+				
	16	Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée	+				
	17	Résultats nets de concession ou de sous concession de licences d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans					
	18	Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice					
	19	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme					
	20	Divers (détail à donner sur une note annexe) *					
	CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne ) ⑨						
	CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne ) ⑩			(A)	(B)	(C)	
	CADRE C : autres plus-values taxables à 19 % ⑪				(ventilation par taux)		

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.



Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts)Désignation de l'entreprise : ENTREPRISE MICHEL FERRAZNéant  \*

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15 % ❶ ou 12,8 % ❷ .	0
Gains nets retirés de la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art. 219 I a <i>sexies-0</i> bis du CGI) ❶ *.	
Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€ (art. 219 I a <i>sexies-0</i> du CGI) ❶ *.	

- ❶ Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés  
❷ Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

**I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU**

Origine ❶	Moins-values à 12,8 % ❷	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 12,8 % ❸	Solde des moins-values à 12,8 % ❹
Moins-values nettes N			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1		
	N-2		
	N-3		
	N-4		
	N-5		
	N-6		
	N-7		
	N-8		
	N-9		
	N-10		

**II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS \***

Origine ❶	Moins-values			Imputations sur les plus-values à long terme	Imputations sur le résultat de l'exercice ❸	Solde des moins-values à reporter col ❷ = ❷ + ❸ + ❹ - ❺ - ❻
	À 19 %, 16,5 % <sup>(1)</sup> ou à 15 % ❷	À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a <i>sexies-0</i> ) du CGI ❸	À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a <i>sexies-0 bis</i> du CGI) ❹	À 15 % Ou À 16,5 % <sup>(1)</sup> ❺		
Moins-values nettes N	0	0	0		0	0
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1					
	N-2					
	N-3					
	N-4					
	N-5					
	N-6					
	N-7					
	N-8					
	N-9					
	N-10					

(1) Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5 % (article 219 I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)\*

Désignation de l'entreprise : <u>ENTREPRISE MICHEL FERRAZ</u>	Néant <input checked="" type="checkbox"/> *
---	---

**I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N**

		Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme				
		taxées à 10 %	taxées à 15 %	taxées à 18 %	taxées à 19 %	taxées à 25 %
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N - 1)	1					
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	2					
<b>TOTAL (lignes 1 et 2)</b>	3					
Prélèvements opérés { - donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés - ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	4					
	5					
<b>TOTAL (lignes 4 et 5)</b>	6					
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 - ligne 6)	7					

**II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS\* (5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> alinéas de l'art. 39-1-5<sup>e</sup> du CGI)**

montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ①	réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ②	montants prélevés sur la réserve		montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤
		donnant lieu à complément d'impôt ③	ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④	

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise : ENTREPRISE MICHEL FERRAZ															Néant <input type="checkbox"/> *																					
Exercice ouvert le : .....01/01/2017..... et clos le : .....31/12/2017.....															Durée en nombre de mois <input type="text" value="12"/>																					
Si l'entreprise est membre d'une intégration fiscale, indiquez le SIREN et la dénomination de la société tête de groupe :																																				
52037806																																				
SA VINCI																																				
<b>I Chiffre d'affaires de référence CVAE</b>																																				
Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises															OA	13 492 973																				
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés															OK																					
Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante															OL																					
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges															OT																					
TOTAL 1															OX	13 492 973																				
<b>II Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée</b>																																				
Autres produits de gestion courante (hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun)															OH	7 385																				
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation															OE																					
Subventions d'exploitation reçues															OF	1 500																				
Variation positive des stocks															OD																					
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée															OI	22 830																				
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation															XT																					
TOTAL 2															OM	31 715																				
<b>III Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée</b>																																				
Achats															ON	807 448																				
Variation négative des stocks															OQ																					
Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances															OR	6 201 731																				
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois.															OS	316 854																				
Taxes déductibles de la valeur ajoutée															OZ																					
Autres charges de gestion courante (hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun)															OW	223																				
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée															OU																					
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois															O9																					
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles si attachées à une activité normale et courante															OY																					
TOTAL 3															OJ	7 326 256																				
<b>IV Valeur ajoutée produite</b>																																				
Calcul de la Valeur Ajoutée															TOTAL 1 + TOTAL 2 - TOTAL 3				OG	6 198 432																
<b>V Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises</b>																																				
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le 1330-CVAE pour multi-établissements et sur les formulaires n° 1329-AC et 1329-DEF).															SA	6 198 432																				
<b>Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE</b>																																				
Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono-établissement au sens de la CVAE (cf. notice de la déclaration n° 1330-CVAE-SD), veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case SA, vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration n° 1330-CVAE-SD.																																				
MONO ÉTABLISSEMENT au sens de la CVAE															EV																					
Chiffre d'affaires de référence CVAE															GX	13 492 973																				
Effectifs au sens de la CVAE															EY	66																				
Période de référence															GY	0	1	/	0	1	/	2	0	1	7	GZ	3	1	/	1	2	/	2	0	1	7
Date de cessation															HR			/			/															
<b>VI Cotisation Foncière des Entreprises : Qualification des effectifs</b>																																				
Effectifs moyens du personnel															YP	66																				
Dont apprentis															YF	0																				
Dont handicapés															YG	1																				
Effectifs affectés à l'activité artisanale															RL																					

Formulaire obligatoire  
(article 38 de l'ann. III au CGI)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait  
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)1  
1 (1)Néant \*

EXERCICE CLOS LE

31/12/2017

N° SIRET

7 0 9 8 0 5 1 0 5 0 0 0 6 7

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

ENTREPRISE MICHEL FERRAZ

ADRESSE (voie)

0018 avenue du Général de Gaulle

CODE POSTAL

92220

VILLE

Bagneux

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise

P1

1

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes

P3

1 996

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise

P2

4

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes

P4

4

**I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :**

Forme juridique

SAS

Dénomination

VINCI ENERGIES FRANCE

N° SIREN (si société établie en France)

518927256

% de détention

99,80

Nb de parts ou actions

1 996

Adresse :

N° 280

Voie

RUE DU 8 MAI 1945

Code Postal

78360

Commune

MONTESSON

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

**II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :**

Titre (2)

Nom patronymique

Prénom(s)

Nom marital

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance :

Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Titre (2)

Nom patronymique

Prénom(s)

Nom marital

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance :

Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

# IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

**N° 2065-SD**  
2018

Exercice ouvert le	01/01/2017	et clos le	31/12/2017	Régime simplifié d'imposition	
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe				Régime Réel normal	<input checked="" type="checkbox"/>
Si PME innovantes, cocher la case <input type="checkbox"/>					
Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209-0 B (entreprises de transport maritime), cocher la case <input type="checkbox"/>					
Si entreprise soumise au dépôt de la déclaration pays par pays n°2258-SD (art. 223-I-1 <i>quinquies</i> C), cocher la case <input type="checkbox"/>					
Si entreprise établie en France et appartenant à un groupe étranger, désignée pour le dépôt de la déclaration pays par pays n°2258-SD (art. 223-I-2 <i>quinquies</i> C), cocher la case <input type="checkbox"/>					
Si autre entité située en France ou dans un pays ou territoire soumis au dépôt de la déclaration, désignée pour le dépôt de la déclaration pays par pays n°2258-SD, indiquer le nom et la localisation (adresse et pays)					

A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE	
Désignation de la société:	Adresse du siège social :
ENTREPRISE MICHEL FERRAZ	18 avenue du Général de Gaulle
SIRET	92220 Bagneux
7 0 9 8 0 5 1 0 5 0 0 0 6 7	
Adresse du principal établissement:	Ancienne adresse en cas de changement:

REGIME FISCAL DES GROUPES	
Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante	01011998
Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère:	
SA VINCI	
1 cours Ferdinand de Lesseps	
92500 RUEIL MALMAISON	
SIRET	5 5 2 0 3 7 8 0 6 0 0 5 8 5

B ACTIVITE	
Activités exercées	Si vous avez changé d'activité, cochez la case <input type="checkbox"/>

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf.notice de la déclaration n°2065)					
1 <b>Résultat fiscal</b> Bénéfice imposable à 33,1/3 %	1 066 701	Bénéfice imposable à 28%		Déficit	0
Bénéfice imposable à 15 %					
2 <b>Plus-values</b>					
PV à long terme imposables à 15 %		Résultat net de la concession de licences d'exploitation de brevets au taux de 15 %			
PV à long terme imposables à 19%		Autres PV imposables à 19%		PV à long terme imposables à 0%	
				PV exonérées art. 238 <i>quindecies</i>	
3 <b>Abattements et exonérations notamment entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches</b>					
Entreprises nouvelles art. 44 <i>sexies</i>	<input type="checkbox"/>	Jeunes entreprises innovantes	<input type="checkbox"/>	Zones franches urbaines	<input type="checkbox"/>
				Pôle de compétitivité	<input type="checkbox"/>
Entreprises nouvelles art. 44 <i>septies</i>	<input type="checkbox"/>	Zones franches d'activités art. 44 <i>quaterdecies</i>	<input type="checkbox"/>	Autres dispositifs	<input type="checkbox"/>
				Zone de Restructuration de la défense, art. 44 <i>terdecies</i>	<input type="checkbox"/>
Sociétés d'investissements immobiliers cotés	<input type="checkbox"/>	Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas)	<input type="checkbox"/>	Plus-values exonérées relevant du taux à 15 %	<input type="checkbox"/>

4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer :	
Dans le secteur productif, art. 244 quater W	Dans le secteur du logement social, art. 244 quater X
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

D IMPUTATIONS (cf.notice de la déclaration n°2065)	
1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt	
2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité.	

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf.notice de la déclaration n°2065)	
Recettes nettes soumises à la contribution 2,5%	

**Vous devez obligatoirement déposer votre déclaration n°2065-SD par voie dématérialisée . Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2% prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr). Les notices des liasses fiscales sont désormais uniquement accessibles sur le site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).**

Viseur conventionné <input type="checkbox"/>	Visa : CGA <input type="checkbox"/>
Nom, adresse, téléphone, Télécopie	
- du professionnel de l'expertise comptable : .....	
	Tél : .....
- du conseil : .....	
	Tél : .....
- de l'association agréée : .....	
	Tél : .....
- N° d'agrément de l'AA : <input type="text"/>	

\* Pour les entreprises avec un exercice ouvert à compter du 1er janvier 2017 et ayant cessé en 2017, préciser le taux d'impôt sur les sociétés appliqué et la ventilation éventuelle entre les deux taux en annexe libre de la liasse fiscale (cf. les précisions portées sur la notice du formulaire n° 2065-SD, à la rubrique "NOUVEAUTES").



Formulaire obligatoire (article 54 quater  
du Code général des impôts)

**RELEVÉ DE FRAIS GÉNÉRAUX**

ANNÉE \_\_\_\_\_ ou exercice

Désignation de l'entreprise ENTREPRISE MICHEL FERRAZ

du 01/01/2017

Adresse 0018 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux

au 31/12/2017

**A - FRAIS ALLOUÉS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES : v. notice 1**

NOM, PRÉNOM ET EMPLOI OCCUPÉ		ADRESSE COMPLÈTE	
1	M. PRUNET MAXENCE CHEF D'ENTREPRISE	0017 RUE VASCO DE GAMA 75015 PARIS	
2	M. SITAUD PHILIPPE RESPONSABLE D'AFFAIRES	0042 RUE MARTIN LUTHER KING 77176 SAVIGNY LE TEMPLE	
3	M. ANNE BRÜNO DIRECTEUR DE PROJET	0017 RUE DES DIGITALES 91760 ITTEVILLE	
4	M. BARROS JOSE CONDUCTEUR DE TRAVAUX	0011 AVENUE DU BEL AIR 77340 PONTAULT COMBAULT	
5	M. GUNTHER NICOLAS RESPONSABLE D'AFFAIRES	0035 RUE SAVIER 92240 MALAKOFF	
6			
7			
8			
9			
10			

RÉMUNÉRATIONS DIRECTES OU INDIRECTES (dans l'ordre du tableau ci-dessus)					Frais de voyages et de déplacements (v. notice 6)	DÉPENSES ET CHARGES AFFÉRENTES		TOTAL DES COLONNES 5 à 8
Montant des rémunérations de toute nature (v. notice 2)	Montant des indemnités et allocations diverses (v. notice 3)	Valeur des avantages en nature (v. notice 4)	Montant des remboursements de dépenses à caractère personnel (v. notice 5)	TOTAL DES COLONNES 1 à 4		aux véhicules et autres biens (v. notice 7)	aux immeubles non affectés à l'exploitation (v. notice 8)	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	68 324	2 241		70 565	8 104	20		78 689
2	55 590	1 388		56 978	13 114			70 092
3	53 374	0		53 374	4 003			57 377
4	55 170	1 354		56 524				56 524
5	52 696	0		52 696	3 695			56 391
6								
7								
8								
9								
10								
**	285 154	4 983		290 137	28 916	20		319 073

**\*\* TOTAUX**

<b>B - AUTRES FRAIS</b>		10
Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets conçus spécialement pour la publicité, et dont la valeur unitaire ne dépasse pas 65 € par bénéficiaire (toutes taxes comprises)		45 163
Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles, qui se rattachent à la gestion de l'entreprise et dont la charge lui incombe normalement		84 423
Total		129 586

<b>C - ÉLÉMENTS DE RÉFÉRENCE (v. notice 1) :</b>			
Total des dépenses		Bénéfices imposables 9	
- de l'exercice ..... (total col. 9 + total col. 10) 10	448 659	- de l'exercice ..... 10	
- de l'exercice précédent 10	461 519	- de l'exercice précédent 10	761 436
Nom et qualité du signataire		À _____, le _____	
		Signature ,	

Les montants sont arrondis à l'unité la plus proche.

1<sup>er</sup> EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

**RELEVÉ DES FRAIS DEDUCTIBLES LIÉS À DES ÉTATS ET TERRITOIRES NON COOPÉRATIFS** N° 2067 -BIS-SD  
Article 2038A du CGI

Nom de l'établissement		ENTREPRISE MICHEL FERRAZ			
N° d'identification (SIRET)		7 0 9 8 0 5 1 0 5 0 0 0 6 7	Exercice social	2017	
Total des dépenses visées à l'article 238A du CGI (1)					
Intérêts, arrrages, autres produits des obligations, créances, dépôts et cautionnements et autres produits analogues					
Typologie de la dépense		Pays de situation du bénéficiaire	Description détaillée de la dépense	Montant de la dépense	Versement effectué sur un compte tenu dans un état ou territoire non coopératif
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
			<b>TOTAL (2)</b>		
Redevances de cession ou concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, de marques de fabrique, procédés ou formule de fabrication et autres droits analogues					
Typologie de la dépense		Pays de situation du bénéficiaire	Description détaillée de la dépense	Montant de la dépense	Versement effectué sur un compte tenu dans un état ou territoire non coopératif
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
			<b>TOTAL (3)</b>		
Rémunérations de services, payées ou dues					
Typologie de la dépense		Pays de situation du bénéficiaire	Description détaillée de la dépense	Montant de la dépense	Versement effectué sur un compte tenu dans un état ou territoire non coopératif
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
			<b>TOTAL (4)</b>		
Total des dépenses devant être réintégrées au tableau 2058-A ou 2033-B		(1) - [(2)+(3)+(4)]			

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.



Dénomination ENTREPRISE MICHEL FERRAZ  
Adresse 0018 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux

Le formulaire 2572 est dédié à la liquidation de l'impôt sur les sociétés et des contributions assimilées : paiement du solde ou constatation d'un excédent d'impôt. Les demandes de remboursement liées aux créances de crédits d'impôt doivent figurer impérativement sur le formulaire 2573

**NOUVEAUTES**

- Suppression de la contribution exceptionnelle à compter des exercices clos le 31/12/2016.
- Prise en compte du calcul d'IS au nouveau taux normal 28 % pour les exercices ouverts à compter du 01/01/2017 (voir notice pour les conditions d'application).
- Ajout des éléments relatifs à la contribution exceptionnelle sur l'IS et à la contribution additionnelle à la contribution exceptionnelle.

SIREN 70980510500067

Exercice social du 01/01/2017

au : 31/12/2017

**I - IS Brut**

I-A Impôt sur les Sociétés dû au titre de l'exercice		Base	Taux	Montant
I-A01	Impôt sur les sociétés (au taux normal à 33,1/3 %)		33 1/3 %	
I-A02	Impôt sur les sociétés (au taux normal à 28 %)		28%	
I-A03	Impôt sur les sociétés (au taux réduit)		15%	
I-A04	Impôt sur les plus-values nettes			
I-A05	Autre impôt à taux particulier			
I-A06				
<b>Total IS Brut</b>				<b>15</b>

**II - Créances**

Montant

II-A Créances non reportables et non restituables		Montant
<b>IMPORTANT : Les montants des créances du II-A doivent être portés pour le montant total.</b>		
II-A01	Crédits d'impôts sur valeurs mobilières imputables sur l'IS	16
II-A02	Crédits d'impôt étrangers, autres que sur valeurs mobilières imputables sur l'IS	17
II-A03	VEL - Réduction d'impôt pour mise à disposition d'une flotte de vélos	18
II-A04	Nouvelles créances non répertoriées ci-dessus	44
II-A05	Sous total (total des lignes II-A01 à II-A04)	
II-A06	IS dû après imputation des créances non reportables et non restituables dans la limite de l'impôt dû (I-A06 - II-A05)	

**II-B - Créances reportables** (au titre de l'exercice pour le montant total et solde des créances reportables des exercices antérieurs)  
**IMPORTANT : Les montants des créances de N du II-B doivent être portés pour le montant total. Celui des années antérieures ne doit comporter que le solde restant à imputer.**

Créances reportables et non restituables		Montant
II-B01	MEC - Réduction d'impôt au titre du mécénat au titre de N (dont UE ou EEE 40 )	35
II-B02	MEC - solde de créance des exercices antérieurs (Exercices N-5 à N-1)	

Créances reportables et restituables		Montant
II-B03	CIC - Crédit d'impôt compétitivité emploi au titre de N (montant du préfinancement 65 )	64
II-B04	CIC - Uniquement exercices >12 mois au titre de N-1 (montant du préfinancement )	
II-B05	CIC - solde de créance des exercices antérieurs (Exercices N-3 à N-1)	
II-B06	COR - Crédit d'impôt pour investissement en CORSE au titre N	33
II-B07	COR - solde de créance des exercices antérieurs (Exercices N-10 à N-1)	
II-B08	RAD - Report en arrière de déficits au titre de N	34
II-B09	RAD - solde de créance des exercices antérieurs (Exercices N-5 à N-1)	
II-B10	CIR - Crédit impôt recherche au titre de N	31
II-B11	CIR - solde de créance des exercices antérieurs (Exercices N-3 à N-1)	
II-B12	Nouvelles créances non répertoriées de N	50
II-B13	Type de créance portée dans la ligne II-B11	
II-B14	Sous total (total II-B01 à II-B12 sauf la ligne II-B08 et moins les données préfinancement dans la limite de la créance définitive)	
II-B15	IS dû après imputation des créances reportables dans la limite de l'impôt dû (II-A06 - II-B14)	

**II-C - Créances non reportables et restituables au titre de l'exercice**  
**IMPORTANT : Les montants des créances du II-C doivent être portés pour le montant total.**

II-C01	FOR - Crédit d'impôt formation des dirigeants d'entreprise	22
II-C02	RAC - Crédit pour le rachat d'une entreprise par ses salariés	23
II-C03	FAM - Crédit d'impôt famille	24
II-C04	CIN - Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres cinématographiques	25
II-C05	APR - Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	26
II-C06	EXP - Crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale	27
II-C07	PTZ - Crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété	30
II-C08	BIO - Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique	45
II-C09	PHO - Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres phonographiques	48
II-C10	MAI - Crédit d'impôt en faveur des maîtres restaurateurs	52
II-C11	AUD - Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres audiovisuelles	53
II-C12	ART - Crédit d'impôt en faveur des métiers d'art	56
II-C13	CJV - Crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo	58
II-C14	CAI - Crédit d'impôt en faveur de l'intéressement	59
II-C15	CPE - Crédit d'impôt sur les avances remboursables pour travaux d'amélioration de la performance énergétique	60
II-C16	CCI - Crédit d'impôt cinéma international	61
II-C17	PTR - Crédit d'impôt prêt à taux 0 renforcé PTZ+	62

II-C18	CIO - Crédit d'impôt Outre mer Productif (montant du préfinancement	67	)	63
II-C19	COL - Crédit d'impôt Outre mer Logement (montant du préfinancement	68	)	66
II-C20	CSV - Crédit d'impôt spectacle vivant			70
II-C21	Nouvelles créances non répertoriées ci-dessus			49
II-C22	Type de créance portée dans la ligne II-C20			
II-C23	Sous total (total des lignes II-C01 à II-C21 moins les données préfinancement dans la limite de la créance définitive)			
II-C24	IS dû après imputation des créances non reportables et restituables dans la limite de l'impôt dû (II-B14-II-C23)			

#### II-D - Acompte de l'exercice

II-D01	Versements effectués (acomptes et/ou soldes) moins remboursements déjà obtenus	69
II-D02	L'IS à payer (ligne II-C23 - ligne II-D01) est reporté en case 01 / L'excédent d'IS ( ligne II-D01 - ligne II-C23) est reporté en case 06	

#### II-E - Données utiles au calcul des acomptes de l'exercice suivant

II-E01	Montant d'impôt exclu du calcul des acomptes IS	38
--------	---	----

III - Montant de la contribution sociale sur l'IS (CSB - art. 235 ter ZC)		Base	taux	Montant
III-A01	Montant de la CSB sur l'IS		3,30%	36
III-A02	Crédits d'impôt étrangers, autres que sur valeurs mobilières			19
III-A03	Montant de la Contribution Sociale sur l'IS due au titre de l'exercice (Ligne IV-A01 - IV-A02)			
III-A04	Versements effectués (acomptes et/ou soldes) moins remboursements déjà obtenus			
III-A05	Le solde de CSB à payer (Ligne IV-A03 - Ligne IV-A04) est reporté en Ligne 03 - L'excédent de CSB (Ligne IV-A04 - Ligne IV-A03) est reporté en Ligne 08			

IV - Montant de la contribution annuelle sur les revenus locatifs (CRL)		Montant
IV-A01	Montant du chiffre d'affaire soumis à la contribution annuelle sur les Revenus Locatifs	
IV-A02	Montant de la contribution annuelle sur les Revenus Locatifs (Ligne V-A01 x 2,5 %)	37
IV-A03	Versements effectués (acomptes et/ou soldes) moins remboursements déjà obtenus	
IV-A04	Le solde de CRL à payer (Ligne V-A02 - Ligne V-A03) est reporté en Ligne 04 - L'excédent de CRL (Ligne V-A03 - Ligne V-A02) est reporté en Ligne 09	

#### V - Montant de la contribution exceptionnelle sur l'IS (CEI) et de la contribution additionnelle à la contribution exceptionnelle (CAE)

##### V-A - Contribution exceptionnelle sur l'IS (CEI)

V-A01	Montant du chiffre d'affaires soumis aux contributions exceptionnelle et additionnelle	71
V-A02	Montant de la base de la contribution exceptionnelle à l'IS	72
V-A03	Taux de contribution exceptionnelle sur l'IS (SI 1 000 000 000 € < CA [71] < 1 000 000 000 €, Taux = 15 x (CA[71] - 1 000 000 000) / 1 000 000 000, sinon 15,00 %)	73
V-A04	Montant dû de contribution exceptionnelle sur l'IS (Base [72] x Taux [73])	74
V-A05	Crédits d'impôts étrangers, autres que sur valeurs mobilières	75
V-A06	Acompte versé de contribution exceptionnelle	76
V-A07	Le solde de CEI à payer (Ligne V-A04 - Ligne V-A05 - Ligne V-A06) est reporté en ligne 77 - L'excédent de CEI (ligne V-A05 + Ligne V-A06 - Ligne V-A04) est reporté en ligne 78	

##### V-B - Contribution additionnelle à la contribution exceptionnelle (CAE)

V-B01	Montant de la base de la contribution additionnelle	79
V-B02	Taux de contribution additionnelle sur l'IS (SI 3 000 000 000 € < CA [71] < 3 000 000 000 €, Taux = 15 x (CA[71] - 3 000 000 000) / 1 000 000 000, sinon 15,00 %)	80
V-B03	Montant dû de contribution additionnelle sur l'IS (Base [79] x Taux [80])	81
V-B04	Crédits d'impôts étrangers, autres que sur valeurs mobilières	82
V-B05	Acompte versé de contribution exceptionnelle	83
V-B06	Le solde de CAE à payer (Ligne V-B03 - Ligne V-B04 - Ligne V-B05) est reporté en ligne 84 - L'excédent de CAE (ligne V-B04 + Ligne V-B05 - Ligne V-B03) est reporté en ligne 85	

#### RECAPITULATIF DES ELEMENTS DECLARES D'IS ET DES CONTRIBUTIONS ASSIMILEES

	Montant restant à payer	Excédents constatés
Impôt sur les Sociétés	01	06
Contribution exceptionnelle	77	78
Contribution additionnelle à la contribution exceptionnelle	84	85
Contribution Sociale	03	08
Contribution sur les Revenus Locatifs	04	09
Totaux	05	10
Montant à payer (case 05 - case 10) ou montant total de l'excédent (case 10 - case 05)	11	12

#### Utilisation des excédents d'IS et des contributions assimilées

Montant de l'excédent imputé sur le premier acompte de l'exercice suivant

Demande d'imputation sur échéance future IEF (Impôts ou taxe réglé par cette modalité)

Contribution visée  Date limite de paiement  Montant à Imputer

(Vous pouvez choisir une imputation sur les taxes et impôts suivants : TVA, TS, TVS, FPC, PEEC, TA)

Remboursement d'excédent de versement demandé (case 12 - case 13 - Montant à imputer IEF)

Votre service des impôts vous informera des suites données (rejet ou admission) à votre demande d'imputation. Si elle est acceptée, votre échéance de paiement sera créditée de la somme que vous avez indiquée.

#### PAIEMENT, DATE ET SIGNATURE DU REDEVABLE

Date :  Téléphone :

Chèque  Télépaiement

Virement

Le télépaiement est obligatoire quel que soit le chiffre d'affaires de votre entreprise. Une pénalité de 0,2% sera appliquée (article 1738 du CGI)

Paiement du relevé de solde par « Imputation ». Si vous souhaitez utiliser un trop versé d'une autre taxe pour acquitter le montant d'IS et des contributions assimilées complétez les cases ci-dessous (TVA, TS, TVS).

Contribution visée  Date limite de paiement  Montant à Imputer

Montant à payer après imputation

2018	<b>SUIVI DES CREANCES ET DEMANDE DE REMBOURSEMENT</b>	2573
------	---	------

IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE		
Dénomination de la société et adresse du principal établissement	ENTREPRISE MICHEL FERRAZ 0018 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux	N° SIRET du principal établissement : 70980510500067
Société bénéficiant du régime fiscal des groupes de sociétés (cochez la case) <input checked="" type="checkbox"/>		

I – DEMANDE DE REMBOURSEMENT DE CREANCES									
Nature de la créance ou du crédit d'impôt	Année ou exercice d'origine de la créance	Montant de l'intérêt légal à déduire <sup>1</sup>	Montant du remboursement sollicité	demande formulée suite à l'ouverture d'une procédure collective		Motif de la demande	Demande d'imputation sur échéance future		
				Nature	Date d'ouverture		Utilisation	Date d'échéance	Montant à utiliser
<b>TOTAL</b>									

II – CESSION DE CREANCE LORS DE L'ENTREE DANS UN GROUPE DE SOCIETES (ART. 223 A DU CGI)			
A remplir par la société membre du groupe et par la société mère.			
A déposer auprès du service des impôts dont elles dépendent.			
SIREN de la société absorbante ou bénéficiaire des apports :			
Créance née du report en arrière des déficits (ARD).			
Date de clôture de l'exercice de détermination du crédit, de la créance ou de la réduction d'impôt	Date de cession	SIREN de la société à l'origine de la créance	Montant de la cession
<b>TOTAL</b>			

III – TRANSFERT DE CREANCE A LA SOCIETE ABSORBANTE OU BENEFICIAIRE D'UN APPORT				
A remplir par la société absorbante ou bénéficiaire d'un apport et par la société absorbée ou apporteuse.				
A déposer auprès du service des impôts dont elles dépendent.				
SIREN de la société absorbante ou bénéficiaire des apports :				
Nature du crédit, de la créance ou de la réduction d'impôt	Date de clôture de l'exercice de détermination du crédit, de la créance ou de la réduction d'impôt	Date du transfert	SIREN de la société à l'origine de la créance	Montant du transfert
<b>TOTAL</b>				

<sup>1</sup> Uniquement pour les RAD en procédure collective.

## SUIVI DES INTERETS DUS A DES SOCIETES LIEES DIFFERES EN APPLICATION DE L'ARTICLE 212 DU CGI

Dénomination de la société

ENTREPRISE MICHEL FERRAZ

31/12/2017

Adresse

0018 avenue du Général de Gaulle

92220 Bagneux

Numéro SIRET

70980510500067

### I - QUOTITÉ D'INTÉRÊTS DIFFÉRÉS AU TITRE DE L'EXERCICE

Intérêts déductibles (Cf. I de l'article 212) versés à des entreprises liées ou rémunérant des emprunts garantis par des sociétés liées au titre de l'exercice	a	0
Moyenne des sommes mises à disposition par des entreprises liées au titre de l'exercice	b	0
Montant des capitaux propres au début ou à la fin de l'exercice	c	0
Ratio d'endettement = $a \times (1,5 \times c/b)$	d	
Résultat courant avant impôts de l'exercice	e	
Dotation aux amortissements de l'exercice et quote-part de loyer de crédit-bail prise en compte dans le prix de levée d'option	f	0
Ratio de couverture d'intérêts = $25\% \times (e + f + a)$	g	0
Ratio d'intérêts servis par les entreprises liées (montant des intérêts dus par les entreprises liées)	h	0
Montant le plus élevé des trois ratios (d ou g ou h)	i	0
<b>Fraction d'intérêts différés au titre de l'exercice = a - i (si j &lt; 150 000 € indiquer 0)</b>	j	0

### II - SUIVI DES INTERETS DIFFERES

Stock d'intérêts différés à l'ouverture de l'exercice	Créés au titre du dernier exercice clos	k	
	Créés antérieurement au dernier exercice clos	l	
Montant de la décote = $l \times 5\%$		m	
Stock d'intérêts différés restant à imputer après décote à l'ouverture de l'exercice = $k + l - m$		n	
Plafond d'intérêts différés imputables au titre de l'exercice = $g - a$		o	0
Montant d'intérêts différés issus d'exercices antérieurs et imputés au titre de l'exercice		p	0
Stock d'intérêts différés à la clôture de l'exercice = $n + j - p$		q	0

## REGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIETES

## Etat de suivi des intérêts différés comme si la société était imposée séparément

Dénomination de l'entreprise

ENTREPRISE MICHEL FERRAZ

31/12/2017

Adresse

0018 avenue du Général de Gaulle

92220 Bagneux

Numéro SIRET

70980510500067

Stock d'intérêts différés à l'ouverture de l'exercice	Créés au titre du dernier exercice clos	a1	
	Créés antérieurement au dernier exercice clos	b1	
Montant de la décote (1) = $b1 \times 5\%$		c1	
<b>STOCK D'INTÉRÊTS DIFFÉRÉS RESTANT À IMPUTER APRÈS DÉCOTE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE = <math>a1 + b1 - c1</math></b>		d1	
Intérêts déductibles (Cf. I de l'article 212) versés à des entreprises liées au titre de l'exercice		e1	0
Résultat courant avant impôts de l'exercice (2)		f1	
Dotation aux amortissements de l'exercice et quote-part de loyer de crédit-bail prise en compte dans le prix de levée d'option		g1	0
Ratio de couverture d'intérêts = $25\% \times (f1 + g1 + e1)$		h1	0
<b>PLAFOND D'INTÉRÊTS DIFFÉRÉS IMPUTABLES AU TITRE DE L'EXERCICE = <math>h1 - e1</math> (3)</b>		i1	0
Intérêts différés issus d'exercices antérieurs déjà déduits au titre de l'exercice sur le tableau 2058 A (ligne (p) de la déclaration n° 2900-SD)		j1	0
<b>INTÉRÊTS DIFFÉRÉS DEDUCTIBLES AU TITRE DE L'EXERCICE SUR LA LIGNE (EX) DU TABLEAU 2058 A BIS = <math>i1 - j1</math> (4)</b>		k1	0
Fraction d'intérêts différés au titre de l'exercice = ligne j du 2900 SD		l1	0
<b>STOCK D'INTÉRÊTS DIFFÉRÉS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE = <math>d1 - j1 - k1 + l1</math></b>		m1	0

(1) en cas d'application de la tolérance prévue au BOI-IS-BASE-35-20-40-10 n°140 (exercice d'une durée inférieure à 12 mois) porter en (c1) le montant de la décote à son prorata en mois étant précisé que pour apprécier la durée de l'exercice tout mois entamé est pris en compte pour un mois plein.

(2) solde intermédiaire de gestion comptable déterminé dans les conditions prévues par l'article 532-7 du plan comptable général (ligne GW du tableau n° 2052).

(3) si (h1) est inférieur à (e1) porter zéro.

(4) intérêts différés déductibles dans la limite du stock d'intérêts différés restant à imputer.

Formulaire obligatoire  
(art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait  
dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

1
1

(1)

Néant  \*

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE 31/12/2017

N° SIRET

7 0 9 8 0 5 1 0 5 0 0 0 6 7

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

ENTREPRISE MICHEL FERRAZ

ADRESSE (voie)

0018 avenue du Général de Gaulle

CODE POSTAL

92220

VILLE

Bagneux

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE

P5

Forme juridique  Dénomination N° SIREN (si société établie en France) % de détention Adresse : N°  Voie Code Postal  Commune  Pays Forme juridique  Dénomination N° SIREN (si société établie en France) % de détention Adresse : N°  Voie Code Postal  Commune  Pays Forme juridique  Dénomination N° SIREN (si société établie en France) % de détention Adresse : N°  Voie Code Postal  Commune  Pays Forme juridique  Dénomination N° SIREN (si société établie en France) % de détention Adresse : N°  Voie Code Postal  Commune  Pays Forme juridique  Dénomination N° SIREN (si société établie en France) % de détention Adresse : N°  Voie Code Postal  Commune  Pays Forme juridique  Dénomination N° SIREN (si société établie en France) % de détention Adresse : N°  Voie Code Postal  Commune  Pays Forme juridique  Dénomination N° SIREN (si société établie en France) % de détention Adresse : N°  Voie Code Postal  Commune  Pays Forme juridique  Dénomination N° SIREN (si société établie en France) % de détention Adresse : N°  Voie Code Postal  Commune  Pays



(MONTANT DES SOMMES DONNANT DROIT A IMPUTATION SUR L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS EN APPLICATION DE CONVENTIONS INTERNATIONALES)

EXERCICE OUVERT LE 01/01/2017

ET CLOS LE 31/12/2017

<b>I DÉSIGNATION DE LA SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE DES REVENUS</b> (Dénomination et Forme)	N° Siren du principal établissement de l'entreprise 709805105
SA ENTREPRISE MICHEL FERRAZ	
<b>ADRESSE DU PRINCIPAL ÉTABLISSEMENT</b>	<b>ANCIENNE ADRESSE EN CAS DE CHANGEMENT</b>
0018 avenue du Général de Gaulle  92220 Bagneux	
<b>II RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS</b>	
Société bénéficiant du régime fiscal des groupes de sociétés (CGI, art.223 A) (cocher la case) <input checked="" type="checkbox"/>	
Désignation et adresse de la société mère.  SA VINCI 1 cours Ferdinand de Lesseps  92500 RUEIL MALMAISON  N° Siren de la société mère :552037806	

POUR REMPLIR LA DÉCLARATION, VEUILLEZ VOUS REPORTER À LA NOTICE EXPLICATIVE N° 2066-NOT-SD

### SOCIÉTÉS CONCERNÉES

Cet imprimé doit être utilisé par les sociétés bénéficiaires de revenus de source étrangère encaissés dans un état étranger ou un territoire ou une collectivité territoriale d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie ou reçus directement d'un tel état, territoire ou collectivité.

Nature des revenus	Pays d'origine des revenus 1	Montant brut des revenus 2	Impôt étranger effectivement prélevé 3	Montant net des revenus (Col. 2 - Col. 3) 4	Crédit d'impôt attaché aux revenus 5	Impôt français afférent aux revenus 6	Crédit d'impôt imputable 7
I. Dividendes							
		Total à reporter Cadre VII ligne A					
II. Intérêts d'obligations							
		Total à reporter Cadre VII ligne B					
III. Revenus de créances							
		Total à reporter Cadre VII ligne C					

Nature des revenus	Pays d'origine des revenus	Montant brut des revenus	Impôt étranger effectivement prélevé	Montant net des revenus (Col. 2 - Col. 3)	Crédit d'impôt attaché aux revenus	Impôt français afférent aux revenus	Crédit d'impôt imputable
	1	2	3	4	5	6	7
IV. Redevances							
		Total à reporter Cadre VII ligne D					
V. Jetons de présence, tantièmes							
		Total à reporter Cadre VII ligne E					
VI. Autres revenus							
		Total à reporter Cadre VII ligne F					
VII. Récapitulation	A – Total Cadre I						
	B – Total Cadre II						
	C – Total Cadre III						
	D – Total Cadre IV						
	E – Total Cadre V						
	F – Total Cadre VI						
	<b>Total général</b>						



# CRÉDIT D'IMPÔT EN FAVEUR DE LA RECHERCHE

**N° 2069-A-SD**  
Dépenses engagées  
au titre de

**Ce formulaire ne doit plus être envoyé au Ministère de la Recherche, les données lui étant directement transmises par la DGFIP.**

Désignation, adresse, siren de la société membre de groupe ou de la société tête de groupe pour lequel le formulaire est déposé SA VINCI 1 cours Ferdinand de Lesseps  92500 RUEIL MALMAISON 709805105				
Adresse du principal établissement			Ancienne adresse en cas de changement	
Exercice ouvert le <sup>1</sup>	01/01/2017	et clos le	31/12/2017	
Activités		Code NACE	SIREN	709805105

• Société bénéficiant du régime fiscal des groupes de sociétés (Article 223 A du CGI)*	<input checked="" type="checkbox"/>
N° SIREN de la société mère	CX 552037806
Nombre de sociétés du groupe (y compris la société mère) pour lesquelles une déclaration 2069-A-SD est ou sera déposée,	
Montant du crédit d'impôt du groupe (à compléter exclusivement dans le cadre du dépôt de la déclaration de la société mère, renseignement non demandé à une société fille)	DX

Entreprises ayant engagé pour la 1ère fois des dépenses de recherche en	AZ	<input type="checkbox"/>
---	----	--------------------------

• Entreprises nouvelles créées en N-1	BZ	<input type="checkbox"/>	Préciser la date de début d'activité (cf notice)		
• PME au sens communautaire*	KZ	<input type="checkbox"/>	Préciser si entreprise autonome, partenaire et/ou liée (cf notice)		
• Chiffre d'affaires HT	DZ				
• Nombre de salariés	CZ		• Nombre de chercheurs et techniciens	EZ	
• Sociétés de personnes n'ayant pas opté pour l'IS*	IZ	<input type="checkbox"/>	• Nombre de "jeunes docteurs" (si dépenses déclarées ligne I-5)	FZ	
			• Société bénéficiant du régime des JEI (article 44 sexies A du CGI)*	GZ	<input type="checkbox"/>

\*Cocher la case correspondante

I - DÉPENSES DE RECHERCHE OUVRANT DROIT À CRÉDIT D'IMPÔT	ANNÉE CIVILE	
Dotations aux amortissements des immobilisations affectées à la recherche	1	
Dotations aux amortissements pour les immobilisations sinistrées	2	
Dépenses de personnel relatives aux chercheurs et techniciens de recherche (sauf dépenses lignes 4 et 5)	3	
Rémunérations et justes prix au profit des salariés auteurs d'une invention résultant d'opérations de recherche	4	
Dépenses de personnel relatives aux jeunes docteurs (à indiquer pour le double de leur montant pour les vingt-quatre premiers mois suivant leur premier recrutement)	5	
Autres dépenses de fonctionnement (hors frais de collection) : (ligne 1 x 75 %) + [(ligne 3 + ligne 4) x 50 %] + ligne 5	6	0

<sup>1</sup> Le crédit d'impôt est calculé par référence aux dépenses exposées au cours de l'année civile. En cas de clôture d'exercice en cours d'année, le montant du crédit d'impôt est calculé en prenant en compte les dépenses éligibles exposées au titre de l'année d'ouverture de l'exercice.

<b>Montant total des dépenses de fonctionnement :</b> (ligne 1 + ligne 2 + ligne 3 + ligne 4 + ligne 5 + ligne 6)	7	0
Prise et maintenance de brevets et de certificats d'obtention végétale (COV)	8	
Dépenses de défense de brevets et de certificats d'obtention végétale (COV)	9	
Dotations aux amortissements de brevets acquis en vue de la recherche et du développement expérimental et de certificats d'obtention végétale (COV)	10	
Dépenses liées à la normalisation (à indiquer pour la moitié de leur montant cf. notice)	11	
Primes et cotisations ou part des primes et cotisations afférentes à des contrats d'assurance de protection juridique prévoyant la prise en charge des dépenses exposées dans le cadre de litiges portant sur un brevet ou un certificat d'obtention végétale dont l'entreprise est titulaire dans la limite de 60 000 €	12	
Dépenses de veille technologique dans la limite de 60 000 €	13	
<b>Montant total des dépenses de recherche réalisées par l'entreprise</b> (ligne 7 + ligne 8 + ligne 9 + ligne 10 + ligne 11 + ligne 12 + ligne 13)	14	0

<b>DÉPENSES DE SOUS – TRAITANCE</b> (joindre la liste des organismes à partir du formulaire n° 2069-A-2-SD)	<b>ANNÉE CIVILE</b>	
<b>ORGANISMES PUBLICS</b>		
Opérations confiées à des organismes de recherche publics, à des établissements d'enseignement supérieur délivrant un diplôme conférant un grade de master, à des fondations de coopération scientifique agréées, à des établissements publics de coopération scientifique, à des fondations reconnues d'utilité publique du secteur de la recherche agréées, à certaines associations régies par la loi de 1901 et sociétés de capitaux, <sup>2</sup> aux instituts techniques agricoles ou agro-industriels et à leurs structures nationales de coordination, à des communautés d'universités et établissements, à des stations ou fermes expérimentales dans le secteur de la recherche scientifique et technique agricole ayant pour membre une chambre d'agriculture départementale ou régionale <sup>3</sup> , <b>avec un lien de dépendance :</b>  en France :  à l'étranger <sup>4</sup> :	15a	
	15b	
Opérations confiées à des organismes de recherche publics, à des établissements d'enseignement supérieur délivrant un diplôme conférant un grade de master, à des fondations de coopération scientifique agréées, à des établissements publics de coopération scientifique, à des fondations reconnues d'utilité publique du secteur de la recherche agréées, à certaines associations régies par la loi de 1901 et sociétés de capitaux, <sup>2</sup> aux instituts techniques agricoles ou agro-industriels et à leurs structures nationales de coordination, à des communautés d'universités et établissements, à des stations ou fermes expérimentales dans le secteur de la recherche scientifique et technique agricole ayant pour membre une chambre d'agriculture départementale ou régionale <sup>3</sup> , <b>sans lien de dépendance (indiquer le double du montant)</b>  en France :  à l'étranger <sup>4</sup> :	16a	
	16b	
<b>Total des opérations confiées aux organismes de recherche publics</b> mentionnés aux lignes 15a à 16b : (ligne 15a + ligne 15b + ligne 16a + ligne 16b)	17	
<b>ORGANISMES PRIVÉS</b>		
Opérations confiées à des organismes de recherche privés ou experts scientifiques ou techniques agréés <b>avec un lien de dépendance</b>  en France :  à l'étranger <sup>4</sup> :	18a	
	18b	
Opérations confiées à des organismes de recherche privés ou experts scientifiques ou techniques agréés <b>sans lien de dépendance</b>  en France :  à l'étranger <sup>4</sup> :	19a	
	19b	
<b>Total des opérations confiées à des organismes de recherche privés</b> ou experts scientifiques ou techniques agréés : (ligne 18a + ligne 18b + ligne 19a + ligne 19b)	20	
<b>Plafonnement des opérations de sous-traitance confiées à des organismes de recherche privés ou experts scientifiques ou techniques agréés</b> Si ligne 20 inférieure à [(ligne 14 + ligne 17) x 3], reporter le montant indiqué ligne 20 Si ligne 20 supérieure à [(ligne 14 + ligne 17) x 3], reporter le résultat du calcul précité	21	0
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE SOUS-TRAITANCE</b>		
<b>Total des opérations de sous-traitance :</b> (ligne 17 + ligne 21)	22	0

<sup>2</sup> Associations ayant pour fondateur et membre un organisme de recherche public ou un établissement d'enseignement supérieur délivrant un diplôme conférant un grade de master ; sociétés de capitaux dont le capital ou les droits de vote sont détenus pour plus de 50 % par un organisme de recherche public ou un établissement d'enseignement supérieur délivrant un diplôme conférant un grade de master. Se reporter à la notice pour connaître l'ensemble des conditions d'éligibilité.

<sup>3</sup> La prise en compte des opérations confiées à des stations ou fermes expérimentales dans le secteur de la recherche scientifique et technique agricole ayant pour membre une chambre d'agriculture départementale ou régionale dans le calcul du crédit d'impôt ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû (article 103 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016).

<sup>4</sup> Les prestataires publics ou privés peuvent être implantés en France, dans un État membre de l'Union Européenne ou de l'Espace économique européen (UE, Norvège, Islande et Liechtenstein).

<b>Plafonnement des opérations de sous-traitance confiées à des organismes avec un lien de dépendance :</b> <i>Si la somme des lignes 15a, 15b, 18a et 18b (dans la limite du montant figurant ligne 22) n'excède pas 2 000 000 €, reporter ce montant en ligne 23</i> <i>Si la somme des lignes 15a, 15b, 18a et 18b excède 2 000 000 €, reporter 2 000 000 € en ligne 23</i> <i>Pour la somme des lignes 18a et 18b, son montant ne doit pas excéder la limite du montant figurant ligne 21</i>	23	
<b>Montant plafonné des opérations de sous-traitance confiées à des organismes sans lien de dépendance</b> <i>(ligne 16a + ligne 16b + ligne 19a + ligne 19b à prendre en compte dans la limite du montant suivant : (ligne 22 – ligne 23))</i>	24	0
<b>Plafonnement général des dépenses de sous-traitance</b> – <i>Sont complétées les seules lignes 15a et/ou 15b et/ou 18a et/ou 18b (lignes 19a,b et 16a,b non complétées) : reporter 2 000 000 € ligne 25</i> – <i>Sont complétées (les lignes 15a et/ou 15b et/ou 18a et/ou 18b) + (lignes 19a ou 19b)(lignes 16a,b non complétées) : reporter 10 000 000 € ligne 25</i> – <i>Sont complétées les lignes [(15a et/ou 15b et/ou 18a et/ou 18b) + (lignes 19a et/ou 19b)] + (lignes 16a et/ou 16b) : reporter [10 000 000 € + (ligne 16a + ligne 16b dans la limite de 2 000 000 €)] ligne 25</i>	25	0
<b>Montant total des dépenses de sous-traitance après plafonnements</b> <i>Si la somme des lignes 23 et 24 n'excède pas la ligne 25 : reporter cette somme à la ligne 26</i> <i>Si la somme des lignes 23 et 24 est supérieure à ligne 25 : reporter le montant indiqué ligne 25 à la ligne 26</i>	26	0

<b>MONTANT TOTAL DES DÉPENSES DE RECHERCHE</b>	<b>ANNÉE CIVILE</b>	
Montant des dépenses de recherche (ligne 14+ ligne 26)	27	0
Montant des subventions publiques remboursables ou non <sup>5</sup>	28a	
Pour les sous-traitants, le montant des sommes encaissées au titre des opérations de recherche qui leur ont été confiées	28b	
Montant des dépenses exposées auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt <sup>6</sup>	29	
Montant des remboursements de subventions publiques <sup>7</sup>	30	
<b>Montant net total des dépenses de recherche</b> <i>(ligne 27 – ligne 28a – ligne 28b – ligne 29 + ligne 30)</i>	31a	0
<i>Dont montant net des dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un DOM</i>	31b	

<b>II – DÉPENSES DE COLLECTION OUVRANT DROIT À CRÉDIT D'IMPÔT</b>	<b>ANNÉE CIVILE</b>	
Frais de collection	32	
Frais de défense des dessins et modèles dans la limite de 60 000 €	33	
Total des dépenses de collection (ligne 32 + ligne 33)	34	
Montant des subventions publiques remboursables ou non <sup>5</sup>	35	
Montant des dépenses exposées auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt <sup>6</sup>	36	
Montant des remboursements de subventions publiques <sup>7</sup>	37	
<b>Montant net total des dépenses de collection (ligne 34 – ligne 35 – ligne 36 + ligne 37)</b>	38a	
<i>Dont montant net des dépenses de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM</i>	38b	
<b>MONTANT NET TOTAL DES DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE COLLECTION</b> <i>(ligne 31a + ligne 38a)</i>	39a	0
<i>Dont montant net des dépenses de recherche et de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM (ligne 31b + ligne 38b)</i>	39b	

<sup>5</sup> Les subventions publiques, remboursables ou non, doivent être déduites de la base de calcul du crédit d'impôt calculé au titre de l'année ou des années au cours de laquelle ou desquelles les dépenses éligibles, que ces avances ou subventions ont vocation à couvrir, sont exposées, conformément au III de l'article 244 quater B du CGI. (BOI-BIC-RICI-10-10-30-20 § 10).

<sup>6</sup> Le montant des dépenses à déduire correspond soit au montant total des rémunérations allouées en contrepartie de ces prestations fixées proportionnellement au montant du crédit d'impôt obtenu par l'entreprise, soit le montant des dépenses exposées autres que les rémunérations proportionnelles excédant 15 000€ hors taxes ou 5% du montant des dépenses éligibles au crédit d'impôt minoré des subventions publiques (cf notice).

<sup>7</sup> Le montant des remboursements de subventions publiques doit être multiplié par le rapport existant entre le taux du crédit d'impôt de l'année où la subvention remboursable a été déduite et le taux du crédit d'impôt de l'année où elle est remboursée partiellement ou totalement.

## III – CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE DES DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE COLLECTION

## A. LORSQUE LES DÉPENSES PORTÉES LIGNE 39a N'EXCÈDENT PAS 100 000 000 €

## DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE RECHERCHE

Montant net total des dépenses de recherche (report de la ligne 31a)	40a	0
Dont montant net total des dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un DOM (report de la ligne 31b)	40b	
Montant du crédit d'impôt [(ligne 40a – ligne 40b) x 30 % + ligne 40b x 50 %] <sup>8</sup>	41	0
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87a)	42	
Montant du crédit d'impôt pour les dépenses de recherche (ligne 41 + ligne 42)	43a	0
Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche situées dans un DOM	43b	

## DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE COLLECTION

Montant net total des dépenses de collection (report de la ligne 38a)	44a	
Dont montant net total des dépenses de collection exposées dans les exploitations situées dans un département d'outre-mer (report de la ligne 38b)	44b	
Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection exposées par l'entreprise avant plafonnement [(ligne 44a – ligne 44b) x 30 % + ligne 44b x 50 %] <sup>8</sup>	45	0
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87b)	46	
Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection avant plafonnement des aides (ligne 45 + ligne 46)	47a	0
Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection situées dans un département d'outre-mer avant plafonnement	47b	
Montant des aides de minimis accordées à l'entreprise dans les conditions du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis	48	
Montant cumulé (ligne 47a + ligne 48)	49	0
Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection après plafonnement : Si le montant ligne 49 est égal à 200 000 €, reporter zéro ligne 50a Si le montant ligne 49 est inférieur à 200 000 €, reporter à la ligne 50a le montant déterminé ligne 47a Si le montant ligne 49 est supérieur à 200 000 €, le montant à reporter ligne 50a est égal à (200 000 € – montant ligne 48)	50a	0
Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection situées dans un département d'outre-mer après plafonnement	50b	

Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche et de collection (ligne 43a + ligne 50a)	51a	0
Dont montant total du crédit d'impôt pour dépenses de recherche et de collection situées dans un département d'outre-mer (ligne 43b + ligne 50b)	51b	

## B. LORSQUE LES DÉPENSES PORTÉES LIGNE 39a SONT SUPÉRIEURES À 100 000 000 €

## DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE RECHERCHE

Montant net total des dépenses de recherche limité à 100 000 000 € (montant indiqué ligne 31a dans la limite de 100 000 000 €)	52a	0
Dont montant net total des dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un département d'outre-mer (report de la ligne 31b dans la limite de 100 000 000 €)	52b	0
Montant du crédit d'impôt relatif aux dépenses de recherche [(l. 52a – l. 52b) x 30 % + l. 52b x 50 %] <sup>8</sup>	53	0
Indiquer la part des dépenses de recherche supérieure à 100 000 000 € (ligne 31a – 100 000 000 €)	54	0
Puis déterminer le montant du crédit d'impôt relatif à la fraction supérieure à 100 000 000 € (ligne 54 x 5%)	55	0
Montant total du crédit d'impôt (ligne 53 + ligne 55)	56	0
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87a)	57	0
Montant du crédit d'impôt pour les dépenses de recherche (ligne 56 + ligne 57)	58a	0
Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche situées dans un département d'outre-mer	58b	

## DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE COLLECTION

Montant net total des dépenses de collection (report du montant porté ligne 38a)	59a	0
Dont montant net total des dépenses de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM (report de la ligne 38b)	59b	0
Plafond disponible (100 000 000 € – ligne 52a)	60	0
Crédit d'impôt pour dépenses de collection exposées par l'entreprise [(Dépenses portées ligne 59a dans la limite de la ligne 60 – Dépenses portées ligne 59b dans la limite de la ligne 60) x 30 % + (Dépenses portées ligne 59b dans la limite de la ligne 60) x 50 %] <sup>8</sup>	61	0
Lorsque la part des dépenses de collection excède le plafond disponible [(ligne 59a – ligne 60) > 0] le crédit d'impôt est égal à [(ligne 59a – ligne 60) x 5 %]	62	0

<sup>8</sup> Ce taux est de 50 % pour les dépenses exposées à compter du 1er janvier 2015 dans des exploitations situées dans un département d'outre-mer

Crédit d'impôt pour dépenses de collection exposées par l'entreprise avant plafonnement (ligne 61 + ligne 62)	63	0
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87b)	64	0
Montant du crédit d'impôt avant plafonnement des aides (ligne 63 + ligne 64)	65	0
Montant des aides de minimis accordées à l'entreprise dans les conditions du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis	66	
Montant cumulé (ligne 65 + ligne 66)	67	0
Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection après plafonnement : Si le montant ligne 66 est égal à 200 000 €, reporter zéro ligne 68a Si le montant ligne 67 est inférieur à 200 000 €, reporter à la ligne 68a le montant déterminé ligne 65 Si le montant ligne 67 est supérieur à 200 000 €, le montant à reporter ligne 68a est égal à (200 000 € - montant ligne 66)	68a	0
Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection situées dans un DOM	68b	

<b>Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche et de collection (ligne 58a + ligne 68a)</b>	69a	0
<b>Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche et de collection situées dans un DOM (ligne 58b + ligne 68b)</b>	69b	

#### IV - CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE DES DÉPENSES D'INNOVATION ENGAGÉES PAR LES PME AU SENS COMMUNAUTAIRE

DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT	ANNÉE CIVILE	
Dotations aux amortissements des immobilisations affectées aux opérations de conception de prototypes ou installations pilotes de nouveaux produits	70	
Dépenses de personnel affecté à la réalisation d'opérations de conception de prototypes ou installations pilotes de nouveaux produits	71	
Autres dépenses de fonctionnement [(ligne 70 x 75 %) + (ligne 71 x 50 %)]	72	0
Dotations aux amortissements, frais de prise et de maintenance de brevets et de certificats d'obtention végétale, frais de dépôt de dessins et modèles	73	
Frais de défense des brevets, certificats d'obtention végétale, dessins et modèles	74	
Opérations confiées à des entreprises ou bureaux d'études et d'ingénierie agréés	75	
Montant total des dépenses d'innovation réalisées par l'entreprise (ligne 70 + ligne 71 + ligne 72 + ligne 73 + ligne 74 + ligne 75)	76	0
Total des dépenses d'innovation après plafonnement (ligne 76 dans la limite de 400 000 €)	77	
Montant des subventions publiques remboursables ou non <sup>9</sup>	78	
Pour les sous-traitants, montant des sommes encaissées au titre des travaux d'innovation qui leur ont été confiées	79	
Montant des dépenses exposées auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt <sup>10</sup>	80	
Montant des remboursements de subventions publiques <sup>11</sup>	81	
Montant net des dépenses d'innovation (ligne 77 - ligne 78 - ligne 79 - ligne 80 + ligne 81)	82a	
Dont montant net des dépenses d'innovation exposées dans des exploitations situées dans un département d'outre-mer	82b	
Montant total du crédit d'impôt [(ligne 82a - ligne 82b) x 20 % + ligne 82b x 40%] <sup>12</sup>	83	0
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87c)	84	
Montant du crédit d'impôt au titre des dépenses d'innovation (ligne 83 + ligne 84)	85a	0
Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses d'innovation situées dans un DOM	85b	
<b>Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche, de collection et d'innovation (ligne 51a ou 69a + ligne 85a)</b>	86a	0
<b>Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche, de collection et d'innovation situées dans un DOM (ligne 51b ou 69b + ligne 85b)</b>	86b	

<sup>9</sup> Les subventions publiques, remboursables ou non, doivent être déduites de la base de calcul du crédit d'impôt calculé au titre de l'année ou des années au cours de laquelle ou desquelles les dépenses éligibles, que ces avances ou subventions ont vocation à couvrir, sont exposées, conformément au III de l'article 244 quater B du CGI. (BOI-BIC-RICI-10-10-30-20 § 10).

<sup>10</sup> Le montant des dépenses à déduire correspond soit au montant total des rémunérations allouées en contrepartie de ces prestations fixées proportionnellement au montant du crédit d'impôt obtenu par l'entreprise, soit le montant des dépenses exposées autres que les rémunérations proportionnelles excédant 15 000 € hors taxes ou 5 % du montant des dépenses éligibles au crédit d'impôt minoré des subventions publiques (cf. notice).

<sup>11</sup> Le montant des remboursements de subventions publiques doit être multiplié par le rapport existant entre le taux du crédit d'impôt de l'année où la subvention remboursable a été déduite et le taux du crédit d'impôt de l'année où elle est remboursée partiellement ou totalement.

<sup>12</sup> Ce taux est de 40% pour les dépenses exposées à compter du 1er janvier 2015 dans des exploitations situées dans un département d'outre-mer.

**V - CADRE À SERVIR PAR LES ENTREPRISES DÉCLARANTES QUI DÉTIENNENT DES PARTICIPATIONS DANS DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS**

Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt					
		Pour dépenses de recherche		Pour dépenses de collection		Pour dépenses d'innovation	
<b>TOTAL</b>		87a		87b		87c	

**VI - CADRE À SERVIR POUR LA RÉPARTITION DU CRÉDIT D'IMPÔT ENTRE LES ASSOCIÉS MEMBRES DE SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS**

Nom et adresse des associés membres de sociétés de personnes et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt					
		Pour dépenses de recherche		Pour dépenses de collection		Pour dépenses d'innovation	
<b>TOTAL</b>		88a		88b		88c	

**VII - UTILISATION DE LA CRÉANCE<sup>13</sup>**

**VII-1. Entreprises à l'impôt sur les sociétés :**

reporter le montant du crédit d'impôt déterminé ligne 86a sur le relevé de solde n° 2572-SD et les montants déterminés lignes 86a et 86b sur la déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-SD

**VII-2. Entreprises à l'impôt sur le revenu :**

reporter le montant du crédit d'impôt déterminé ligne 86a sur la déclaration de revenus n° 2042-C-PRO et les montants déterminés ligne 86a et 86b sur la déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-SD

**VII-3 Mobilisation de créance auprès d'un établissement de crédit**

Montant des créances dont la mobilisation est demandée	89
--	----

Les demandes de remboursement immédiat ou à l'issue de la période d'imputation du crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur les sociétés sont formulées sur l'imprimé n°2573-SD par voie dématérialisée (procédure EDI ou EFI) ou sur l'imprimé n°2573-SD disponible sur le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).

<sup>13</sup> S'agissant des sociétés relevant du régime de groupe prévu à l'article 223 A du CGI, la société mère joint les déclarations spéciales des sociétés du groupe y compris sa propre déclaration au relevé de solde 2572 relatif au résultat d'ensemble. Le crédit d'impôt de chaque société du groupe est porté sur la déclaration n°2058-CG.



2018	<b>CREDIT D'IMPOT EN FAVEUR DE LA RECHERCHE – ANNEXE 1</b>	2069A-12
------	--	----------

Au titre de l'année

**ENTREPRISE MICHEL FERRAZ** Ressources matérielles et humaines associées (y compris dépenses de sous-traitance)  
709805105

1 / 1  
31/12/2017

Opération			
Personnel affecté à chaque opération			
Nombre	Qualification	Affectation totale/partielle	
Part des titulaires d'un doctorat financé par les dépenses de recherche ou recrutés sur leur base			
Nombre d'équivalents temps plein correspondant	Rémunération moyenne		
Opération de recherche confiés à des organismes mentionnés aux d et d bis du II de l'article 244 quater B du CGI			
Nature	Montant prévu au contrat		
Immobilisation affectées à chaque opération			
Nature	Affectation totale/partielle		
Lieux d'exécution de chaque opération (mentionner les coordonnées précises, si différentes du siège)		Noms et adresses des organismes auxquels la réalisation des opérations de recherche est confiés	
Indiquer s'il existe ou non un lien de dépendance			

Opération			
Personnel affecté à chaque opération			
Nombre	Qualification	Affectation totale/partielle	
Part des titulaires d'un doctorat financé par les dépenses de recherche ou recrutés sur leur base			
Nombre d'équivalents temps plein correspondant	Rémunération moyenne		
Opération de recherche confiés à des organismes mentionnés aux d et d bis du II de l'article 244 quater B du CGI			
Nature	Montant prévu au contrat		
Immobilisation affectées à chaque opération			
Nature	Affectation totale/partielle		
Lieux d'exécution de chaque opération (mentionner les coordonnées précises, si différentes du siège)		Noms et adresses des organismes auxquels la réalisation des opérations de recherche est confiés	
Indiquer s'il existe ou non un lien de dépendance			

Opération			
Personnel affecté à chaque opération			
Nombre	Qualification	Affectation totale/partielle	
Part des titulaires d'un doctorat financé par les dépenses de recherche ou recrutés sur leur base			
Nombre d'équivalents temps plein correspondant	Rémunération moyenne		
Opération de recherche confiés à des organismes mentionnés aux d et d bis du II de l'article 244 quater B du CGI			
Nature	Montant prévu au contrat		
Immobilisation affectées à chaque opération			
Nature	Affectation totale/partielle		
Lieux d'exécution de chaque opération (mentionner les coordonnées précises, si différentes du siège)		Noms et adresses des organismes auxquels la réalisation des opérations de recherche est confiés	
Indiquer s'il existe ou non un lien de dépendance			



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## CREDIT IMPOT FAMILLE

(Article 244 quarter F du code général des impôts)

Le formulaire n° 2069-FA-SD est à déposer auprès du service des impôts des entreprises et une copie doit être adressée dans le même délai au ministre chargé de la famille<sup>1</sup> (art 49 septies YC annexe III au CGI)

Année civile				
--------------	--	--	--	--

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Dénomination de l'entreprise :	ENTREPRISE MICHEL FERRAZ	N° SIREN : 709805105
		Nature de l'activité exercée :
Adresse :	18 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux	
Nom et adresse du déclarant (pour les exploitants individuels)		

### SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE DU RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS (COCHER LA CASE)

Dénomination de la société mère :	VINCI
Adresse :	1 cours Ferdinand de Lesseps 92500 RUEIL MALMAISON
N° SIREN :	552037806

### I – DÉTERMINATION DES DEPENSES OUVRANT DROIT À CRÉDIT D'IMPÔT<sup>2</sup>

Dépenses ayant pour objet de financer la création et le fonctionnement d'établissements mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article L 2324-1 du code de la santé publique et assurant l'accueil d'enfants de moins de trois ans de leurs salariés	1	
Déduction des subventions publiques reçues à raison des dépenses ouvrant droit à crédit d'impôt <sup>3</sup>	2	
<b>Crédit d'impôt (ligne 1 – ligne 2) x 50 %</b>	3	0

Dépenses engagées au titre de l'aide financière de l'entreprise mentionnée aux articles L 7233-4 et L 7233-5 du code du travail	4	
Déduction des subventions publiques reçues à raison des dépenses ouvrant droit à crédit d'impôt <sup>3</sup>	5	
<b>Crédit d'impôt (ligne 4 – ligne 5) x 25 %</b>	6	0

### II – CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT

Montant du crédit d'impôt (lignes 3 + 6)	7	0
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupement assimilés (reporter le montant indiqué ligne 10)	8	
<b>Montant total du crédit d'impôt plafonné à 500 000 € (somme des lignes 7 + 8 dans la limite de 500 000 €)</b>	9	0

<sup>1</sup> L'exemplaire à destination du ministre de la famille est à transmettre à l'adresse suivante : Bureau des familles et de la parentalité – Sous-direction de l'enfance et de la famille – Direction générale de la Cohésion Sociale – 14, avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07

<sup>2</sup> Porter les dépenses engagées au titre d'une année civile.

<sup>3</sup> Les subventions qui peuvent être directement rattachées à une dépense particulière doivent être déduites des bases de calcul du crédit d'impôt calculé au titre de la dépense à laquelle elles sont rattachées. Les subventions qui ne peuvent pas être rattachées à une dépense particulière doivent être réparties entre chaque catégorie de dépenses éligibles au prorata de celles-ci.

**III – EMPLOI DE CERTAINES DEPENSES OUVRANT DROIT A CREDIT D'IMPOT**

Nombre de places financées en établissements mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article L. 2324-1 du code de la santé publique et assurant l'accueil des enfants de moins de trois ans des salariés		10	
Nombre d'heures de garde d'enfants financées au titre de l'aide financière de l'entreprise mentionnée aux articles L. 7233-4 et L. 7233-5 du code du travail	En accueil collectif <sup>4</sup>	11	
	En accueil individuel <sup>5</sup>	12	

**IV – PARTICIPATIONS DES SOCIÉTÉS DÉCLARANTES DANS DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS**

Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
<b>Montant total du crédit d'impôt dégagé</b>		13

**V – UTILISATION DU CRÉDIT D'IMPÔT**

**Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés:** reporter le montant du crédit d'impôt déterminé ligne 9 sur le relevé de solde n° 2572-SD et sur la déclaration n° 2069-RCI-SD.

**Les demandes de restitution du crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur les sociétés sont formulées sur l'imprimé n°2573-SD par voie dématérialisée (procédure EDI ou EFI) ou sur l'imprimé n°2573-SD disponible sur le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr)**

**Entreprises individuelles:** reporter le montant du crédit d'impôt déterminé ligne 9 sur la ligne prévue à cet effet des déclarations n° 2042 C-PRO et n° 2069-RCI-SD.

**Répartition du crédit d'impôt famille entre les associés de la société de personnes (ou assimilée)<sup>6</sup>**

Nom et adresse des associés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
<b>Total</b>		

<sup>4</sup> Par exemple : crèche, halte-garderie, micro-crèche.

<sup>5</sup> Par exemple : garde au domicile d'un assistant maternel, en maison d'assistant maternel, au domicile des parents.

<sup>6</sup> Seuls les associés personnes morales ou associés personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° bis du I de l'article 156 du CGI peuvent faire valoir leur part dans le crédit d'impôt. Le montant global déterminé est réparti entre tous les associés, mais seuls ceux cités ci-avant peuvent prétendre au bénéfice de ce crédit d'impôt. Dès lors, le total de la répartition entre les associés peut être différent du montant déterminé ligne 17.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
**RÉDUCTION D'IMPÔT MECENAT**  
(Articles 200 et 238 bis du code général des impôts)

**FICHE D'AIDE AU CALCUL**

**Ce formulaire ne constitue pas une déclaration. Il n'a pas à être transmis spontanément à l'administration. La déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-RCI constitue le support déclaratif de la réduction d'impôt mécénat.**

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017 ou année<sup>1</sup>

Dénomination de l'entreprise	SA ENTREPRISE MICHEL FERRAZ		
Adresse	18 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux		
N° Siren	709805105		

SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE DU RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS (COCHER LA CASE)

Dénomination de la société mère	VINCI		
Adresse	1 cours Ferdinand de Lesseps 92500 RUEIL MALMAISON		
N° Siren	552037806		

Chiffre d'affaires de l'exercice	1		Plafond de déductibilité ( ligne 1 x 5 % )	2		0
----------------------------------	---	--	---	---	--	---

**I – DÉPENSES ENGAGÉES AU COURS DE L'EXERCICE OUVRANT DROIT À RÉDUCTION D'IMPÔT**

Versements effectués au profit d'oeuvres ou organismes	3		
• Dont montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen <sup>2</sup>	3b		
• Dont dépenses inférieures ou égales au plafond (montant ligne 3 limité au montant ligne 2)	4	0	
• Dont dépenses supérieures au plafond (ligne 3 – ligne 4 si montant ligne 3 > montant ligne 2)	5		0

Dépenses engagées en vue de l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants qui sont inscrites à un compte d'actif immobilisé (article 238 bis AB du CGI)	6		
Plafonnement des dépenses [(ligne 6 dans la limite des montants (ligne 2 – ligne 4)]	7		0

**II – APPRECIATION DU MONTANT DES DEPENSES ENGAGÉES AU COURS DE L'EXERCICE AU REGARD DU PLAFOND DE DÉDUCTIBILITÉ**

Plafond de déductibilité utilisé (ligne 4 + ligne 7)	8		0
Montant maximum des excédents de versement des exercices antérieurs pouvant être pris en compte (ligne 2 – ligne 8)	9		0

<sup>1</sup> Pour les entreprises individuelles.

<sup>2</sup> Montant des dons et versements consentis à des organismes agréés dans les conditions prévues à l'article 1649 nonies du code général des impôts et dont le siège est situé dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. Lorsque ces dons et versements ont été effectués au profit d'un organisme non agréé et situé dans un État précédemment cité, la réduction d'impôt fait l'objet d'une reprise, sauf lorsqu'il est produit dans le délai de dépôt de la déclaration les pièces justificatives attestant que cet organisme poursuit des objectifs et présente des caractéristiques similaires aux organismes dont le siège est situé en France.

Pour les entreprises à l'impôt sur les sociétés : reporter le montant des dons consentis à ces organismes sur le relevé de solde n° 2572.

**ENTREPRISE MICHEL FERRAZ****III – PRISE EN COMPTE DES VERSEMENTS EFFECTUÉS AU TITRE D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET REPORTABLES**

Ce tableau est servi uniquement si l'entreprise dispose d'excédent de versement constaté au cours d'exercices antérieurs et si au cours de l'exercice considéré, la somme des versements effectués au titre des articles 238 bis et 238 bis AB du CGI est inférieure au plafond de déductibilité.

	Totalité des excédents de versements constatés au cours des exercices précédents imputables <sup>3</sup>	Limite de prise en compte des excédents de versements constatés au cours des exercices précédents <sup>4</sup>		Excédents imputés <sup>5</sup>		Excédents restant à imputer <sup>6</sup> (colonne 1 - colonne 3)
	1	2		3		4
N-5		A		10		
N-4		B (A-10)		11		
N-3		C (B-11)		12		
N-2		D (C-12)		13		
N-1		E (D-13)		14		
				15	Total	

**IV – DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT**

<b>Réduction d'impôt de l'exercice<sup>7</sup></b> [ligne 4 + ligne 15] x 60 %	16	0
--	----	---

**V – RÉPARTITION DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT ENTRE LES ASSOCIÉS DE LA SOCIÉTÉ DE PERSONNES (OU ASSIMILÉE)<sup>8</sup>**

Nom et adresse des associés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part de la réduction d'impôt
	Total	

**VI – UTILISATION DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT MECENAT (A SERVIR UNIQUEMENT PAR LES ENTREPRISES SOUMISES A L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS)**

Montant de l'impôt dû au titre de l'exercice avant imputation de la réduction d'impôt	17	
Montant de la réduction d'impôt mécénat ( <i>Report du montant porté ligne 16</i> )	18	
Montant de l'impôt dû après imputation de la réduction d'impôt ( <i>montant case 17 – montant case 18 si case 17 &gt; case 18</i> )	19	
Montant du solde de réduction d'impôt non imputée sur l'impôt ( <i>montant case 18 – montant case 17 si case 18 &gt; case 17</i> )	20	

<sup>3</sup> Reporter la totalité des excédents imputables y compris les montants supérieurs au plafond déterminé ligne 9.

<sup>4</sup> Reporter case A, le montant de l'excédent imputable limité au montant porté ligne 9.

Dans l'hypothèse où le montant porté dans la colonne 1 est inférieur au montant porté colonne 2, reporter sur les années suivantes dans la colonne 2 le reliquat de la limite de prise en compte des excédents.

<sup>5</sup> Le montant d'excédents imputés est égal au montant de la colonne 1 dans la limite du montant de la colonne 2.

<sup>6</sup> Ces montants seront reportés sur la prochaine déclaration.

<sup>7</sup> Montant à reporter sur la déclaration de résultats dans la rubrique imputations et crédits d'impôts.

<sup>8</sup> Seuls les associés personnes morales ou associés personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° bis du I de l'article 156 du CGI peuvent faire valoir leur part dans le crédit d'impôt. Le montant global déterminé est réparti entre tous les associés, mais seuls ceux cités ci-avant peuvent prétendre au bénéfice de ce crédit d'impôt. Dès lors, le total de la répartition entre les associés peut être différent du montant déterminé ligne 16.

**VII – SUIVI DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT POUR DÉTERMINER LE MONTANT A REPORTER SUR LA DÉCLARATION N° 2042 (à servir uniquement par les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu lorsque l'entrepreneur individuel ou l'associé de la société de personnes dispose de réductions d'impôt non imputées au titre des années antérieures)**

## SITUATION AU TITRE DE L'ANNÉE N-1

Montant de la réduction d'impôt déclarée sur la déclaration n° 2042 de l'année N-1 <sup>9</sup>	21	
Montant de la réduction d'impôt utilisée en N-1 (montant indiqué sur l'avis d'impôt sur le revenu de l'année N-1)	22	
Montant de la réduction d'impôt non utilisée en N-1 (ligne 21 – ligne 22)	23	

## RÉPARTITION DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT NON UTILISÉE EN N-1 SELON L'ANNÉE D'ORIGINE

Année d'origine de la réduction d'impôt	Réduction d'impôt déclarée en N-1 selon son année d'origine 1	Montant de la réduction d'impôt utilisée en N-1 <sup>10</sup> 2	Montant de la réduction d'impôt restant à reporter sur l'année N <sup>11</sup> (colonne 1 - colonne 2) 3
N-1			
N-6			
N-5			
N-4			
N-3			
N-2			
Total colonne 1 <sup>12</sup>		TOTAL	24
<b>Montant de la réduction d'impôt à déclarer sur la déclaration n° 2042 de l'année</b> (montant ligne 16 + montant ligne 24) <sup>13</sup>			25

<sup>9</sup> Le montant de la réduction d'impôt déclarée en N-1 correspond au montant de la réduction d'impôt déclarée en N-1 et aux montants des réductions d'impôt reportables au titre des années antérieures à N-1.

<sup>10</sup> Reporter le montant indiqué ligne 22, en commençant par l'année N-1. Le reliquat éventuel est reporté sur les années antérieures en commençant par les années les plus anciennes.

<sup>11</sup> Ce montant sera reporté en colonne 1 lors de la souscription de ce suivi au titre de l'année suivante.

<sup>12</sup> Le total de la colonne 1 doit être égal au montant indiqué ligne 21.

<sup>13</sup> Ce montant sera à reporter à la ligne 21 de la déclaration n° 2069-M-SD à souscrire l'année suivante.

## REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOTS DE L'EXERCICE

2069RCI

Au titre de l'année N

**ENTREPRISE MICHEL FERRAZ**  
**709805105**

**31/12/2017**

Désignation et n° siren de la société membre de groupe pour lequel le formulaire est déposé SA ENTREPRISE MICHEL FERRAZ  709805105	Néant	
	PME au sens communautaire	
Désignation et n° siren de la société tête de groupe SA VINCI  552037806	Société bénéficiant du régime fiscal des groupes	X

### I – REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOT DISPENSES DE DECLARATION SPECIALE

Crédit d'impôt	Montant
MEC - Réduction d'impôt au titre du mécénat	17 100
CIC - Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	116 162
APR - Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	1 333

Réduction d'impôt en faveur du mécénat – montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'UE ou de l'EEE

#### Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (complément)

dont crédit d'impôt relatif aux rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM	0
Dont montant préfinancé	
Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt hors rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM	1 493 506
Montant des rémunérations n'excédant pas 2,5 SMIC versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM	
Montant des rémunérations (hors DOM) éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L.3141-30 du code du travail	1 493 506
Montant des rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur des indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L. 3141-30 du code du travail	
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés	

### II – CREDITS D'IMPOT AVEC DEPOT OBLIGATOIRE D' UNE DECLARATION SPECIALE

Crédit d'impôt	Montant
Crédit d'impôt en faveur de la recherche – dont montant du crédit d'impôt pour les dépenses situées dans les DOM	

### PRECISIONS SUR L'UTILISATION DES CREDITS D'IMPOTS (Utilisation de la valeur AUT – Autres crédits d'impôts)

--

### III – CAS PARTICULIERS

	Crédit d'impôt	Montant
CI déposé en cas de cessation au titre de l'année N		
CI déposé au titre de l'année civile N-2, N-1 en cas d'exercice de plus de 12 mois		

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
**CRÉDIT IMPÔT EN FAVEUR DE LA PREMIERE ACCESSION A LA PROPRIETE**  
(Article 244 quater J du code général des impôts)  
**Au titre de l'année<sup>1</sup> 2017**

**Exercice du** 01/01/2017 **au** 31/12/2017

Dénomination de l'entreprise	SA ENTREPRISE MICHEL FERRAZ
Adresse	18 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux
N° SIREN	709805105

**SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE DU RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS** \*

Dénomination de la société mère	VINCI	N° SIREN	552037806
Adresse	1 cours Ferdinand de Lesseps 92500 RUEIL MALMAISON		

**I – MONTANT DU CREDIT D'IMPOT DISPONIBLE**

<b>Crédit d'impôt de l'entreprise ou à reverser</b> (dans cette hypothèse mentionner le montant précédé du signe "-")	1	
Quote-part du crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou assimilés imputable ou à reverser (dans cette hypothèse mentionner le montant précédé du signe "-") reporter le montant ligne 4	2	
<b>Montant total du crédit d'impôt imputable ou à reverser</b> (lignes 1 + 2)	3	

**II- PARTICIPATION DE L'ENTREPRISE DECLARANTE DANS DES SOCIETES DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILES**

Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
<b>Montant total du crédit d'impôt dégagé</b>		4

\* Cocher la case.

<sup>1</sup> Préciser l'année concernée.

**III – RÉPARTITION DU CRÉDIT D'IMPÔT EN FAVEUR DE LA PREMIERE ACCESSION A LA PROPRIETE ENTRE LES ASSOCIES DE LA SOCIETE DE PERSONNES <sup>2</sup>**

Nom et adresse des associés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
	<b>Total</b>	

*Les demandes de restitution du crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur les sociétés sont formulées sur l'imprimé n°2573–SD par voie dématérialisée (procédure EDI ou EFI) ou sur l'imprimé n°2573–SD disponible sur le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).*

---

<sup>2</sup>Seuls les associés personnes morales ou associés personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° bis du I de l'article 156 du CGI peuvent faire valoir leur part dans le crédit d'impôt. Le montant global déterminé est réparti entre tous les associés, mais seuls ceux cités ci–avant peuvent prétendre au bénéfice de ce crédit d'impôt. Dès lors, le total de la répartition entre les associés peut être différent du montant déterminé ligne 3.

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
**CRÉDIT IMPÔT EN FAVEUR DES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT AU TITRE DES AVANCES REMBOURSABLES NE PORTANT PAS INTERET POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX D'AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE**  
*(Article 244 quater U du code général des impôts)*  
**Au titre de l'année<sup>1</sup> 2017**

**Exercice du** 01/01/2017 **au** 31/12/2017

Dénomination de l'entreprise	SA ENTREPRISE MICHEL FERRAZ
Adresse	18 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux
N° SIREN	709805105

**SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE DU RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS** \*

Dénomination de la société mère	VINCI	N° SIREN	552037806
Adresse	1 cours Ferdinand de Lesseps 92500 RUEIL MALMAISON		

**I – MONTANT DU CREDIT D'IMPOT DISPONIBLE**

Crédit d'impôt de l'entreprise imputable ou à reverser ( <i>dans cette hypothèse mentionner le montant précédé du signe "-"</i> )	1	
Quote-part du crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou assimilés imputable ou à reverser ( <i>dans cette hypothèse mentionner le montant précédé du signe "-"</i> ) <i>reporter le montant ligne 4</i>	2	
<b>Montant total du crédit d'impôt imputable ou à reverser</b> (lignes 1 + 2)	3	

**II- PARTICIPATION DE L'ENTREPRISES DECLARANTES DANS DES SOCIETES DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILES**

Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
<b>Montant total du crédit d'impôt dégagé</b>		4

\* Cocher la case.

<sup>1</sup> Préciser l'année concernée.

**III – RÉPARTITION DU CRÉDIT D'IMPÔT ENTRE LES ASSOCIÉS DE LA SOCIÉTÉ DE PERSONNES<sup>2</sup>**

Nom et adresse des associés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
	<b>Total</b>	

*Les demandes de restitution du crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur les sociétés sont formulées sur l'imprimé n°2573–SD par voie dématérialisée (procédure EDI ou EFI) ou sur l'imprimé n°2573–SD disponible sur le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).*

---

<sup>2</sup>Seuls les associés personnes morales ou associés personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° bis du I de l'article 156 du CGI peuvent faire valoir leur part dans le crédit d'impôt. Le montant global déterminé est réparti entre tous les associés, mais seuls ceux cités ci–avant peuvent prétendre au bénéfice de ce crédit d'impôt. Dès lors, le total de la répartition entre les associés peut être différent du montant déterminé ligne 3.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
**CRÉDIT IMPÔT PRÊT À TAUX ZÉRO RENFORCÉ (DIT PTZ+)**  
(Article 244 quater V du code général des impôts)  
**Au titre de l'année<sup>1</sup> 2017**

**Exercice du** 01/01/2017 **au** 31/12/2017

Dénomination de l'entreprise	SA ENTREPRISE MICHEL FERRAZ
Adresse	18 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux
N° SIREN	709805105

**SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE DU RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS** \*

Dénomination de la société mère	VINCI	N° SIREN	552037806
Adresse	1 cours Ferdinand de Lesseps 92500 RUEIL MALMAISON		

**I – MONTANT DU CRÉDIT D'IMPÔT DISPONIBLE**

Crédit d'impôt de l'entreprise imputable ou à reverser (dans cette hypothèse mentionner le montant précédé du signe "-")	1	
Quote-part du crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou assimilés imputable ou à reverser (dans cette hypothèse mentionner le montant précédé du signe "-") reporter le montant ligne 4	2	
<b>Montant total du crédit d'impôt imputable ou à reverser (lignes 1 + 2)</b>	3	

**II- PARTICIPATION DE L'ENTREPRISES DECLARANTE DANS DES SOCIETES DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILES**

Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
<b>Montant total du crédit d'impôt dégagé</b>		4

\* Cocher la case.

<sup>1</sup> Préciser l'année concernée.

**III – RÉPARTITION DU CRÉDIT D'IMPÔT ENTRE LES ASSOCIÉS DE LA SOCIÉTÉ DE PERSONNES<sup>2</sup>**

Nom et adresse des associés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
	<b>Total</b>	

*Les demandes de restitution du crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur les sociétés sont formulées sur l'imprimé n°2573-SD par voie dématérialisée (procédure EDI ou EFI) ou sur l'imprimé n°2573-SD disponible sur le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).*

---

<sup>2</sup>Seuls les associés personnes morales ou associés personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° bis du I de l'article 156 du CGI peuvent faire valoir leur part dans le crédit d'impôt. Le montant global déterminé est réparti entre tous les associés, mais seuls ceux cités ci-avant peuvent prétendre au bénéfice de ce crédit d'impôt. Dès lors, le total de la répartition entre les associés peut être différent du montant déterminé ligne 3.

**FICHE D'AIDE AU CALCUL**

**Ce formulaire ne constitue pas une déclaration. Il n'a pas à être transmis spontanément à l'administration. La déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI constitue le support déclaratif du crédit d'impôt apprentissage.**

Dénomination de l'entreprise ENTREPRISE MICHEL FERRAZ	N° SIREN : 709805105
Adresse 0018 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux	

**SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE DU RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS** (COCHER LA CASE)

Dénomination de la société mère SA VINCI	N° SIREN : 552037806
Adresse 1 cours Ferdinand de Lesseps 92500 RUEIL MALMAISON	

**ENTREPRISE PORTANT LE LABEL « ENTREPRISE DU PATRIMOINE VIVANT »** (COCHER LA CASE)

- Date du dépôt de la demande d'octroi du label « entreprise du patrimoine vivant » :	
- Date d'octroi du label « entreprise du patrimoine vivant » :	

**I – DÉTERMINATION DU NOMBRE D'APPRENTIS OU D'ÉLÈVES <sup>1</sup>**

Répartition du nombre d'apprentis en première année de leur cycle de formation et préparant un diplôme de niveau inférieur ou égal à BAC+2, employés depuis au moins 1 mois, en fonction du nombre de mois de présence dans l'année <sup>2</sup>		
Nombre d'apprentis (1)	Nombre de mois de présence (2)	Total (col 1 x col 2) (3)
	1 mois	
	2 mois	
	3 mois	
	4 mois	
	5 mois	
	6 mois	
	7 mois	
	8 mois	
	9 mois	
	10 mois	
	11 mois	
	12 mois	
<b>Nombre annuel moyen d'apprentis</b> <i>(total colonne 3/12)</i>		1

Répartition du nombre d'apprentis ayant un statut spécifique, en première année de leur cycle de formation et employés <sup>3</sup> depuis au moins 1 mois en fonction du nombre de mois de présence dans l'année <sup>4</sup>		
Nombre d'apprentis dont le statut spécifique ouvre droit à un crédit d'impôt majoré (4)	Nombre de mois de présence (5)	Total (col 4 x col 5) (6)
	1 mois	
	2 mois	
	3 mois	
	4 mois	
	5 mois	
	6 mois	
	7 mois	
	8 mois	
	9 mois	
	10 mois	
	11 mois	
	12 mois	
<b>Nombre annuel moyen d'apprentis ayant un statut spécifique</b> <i>(total colonne 6/12)</i>		2

<sup>1</sup> Cette condition s'apprécie au 31 décembre de l'année civile au titre de laquelle le crédit d'impôt est calculé

<sup>2</sup> Tout mois commencé est comptabilisé comme un mois entier.

<sup>3</sup> Relevé de cette catégorie : l'apprenti bénéficiant d'un accompagnement personnalisé (article L 5131-7 1° du code du travail) ou apprenti handicapé (article L 5213-2 du code du travail), l'apprenti employé par une entreprise portant le label "entreprise du patrimoine vivant" au sens de l'article 23 de la loi du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, l'apprenti ayant signé un contrat d'apprentissage à l'issue d'un contrat de volontariat pour l'insertion mentionné à l'article L 130-1 du code du service national.

<sup>4</sup> Tout mois commencé est comptabilisé comme un mois entier.



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
**CREDIT D'IMPÔT EN FAVEUR DES ENTREPRISES AYANT CONCLU  
UN ACCORD D'INTERESSEMENT**  
(Article 244 quater T du code général des impôts)

FICHE D'AIDE AU CALCUL

**Ce formulaire ne constitue pas une déclaration. Il n'a pas à être transmis spontanément à l'administration. La déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069–RCI–SD constitue le support déclaratif du crédit d'impôt en faveur des entreprises ayant conclu un accord d'intéressement.**

**Au titre de l'exercice ouvert le** 01/01/2017 **et clos le** 31/12/2017

Dénomination de l'entreprise	SA ENTREPRISE MICHEL FERRAZ	N° SIREN	709805105
Adresse	18 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux		
Nom et adresse personnelle de l'exploitant <sup>(1)</sup>			
Nature de l'activité de l'entreprise			

**SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE DU RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS ( COCHER LA CASE )**

Dénomination de la société mère	VINCI	N° SIREN	552037806
Adresse	1 cours Ferdinand de Lesseps 92500 RUEIL MALMAISON		

Date de conclusion d'un accord ou d'un avenant à un accord d'intéressement <sup>(1)</sup>	
---	--

<b>I. CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE DES PRIMES DUES PAR LES ENTREPRISES EMPLOYANT MOINS DE 50 SALARIÉS<sup>(2)</sup> AU TITRE DES EXERCICES OUVERTS À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2011 EN APPLICATION D'ACCORDS D'INTÉRESSEMENT CONCLUS OU RENOUVELÉS À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2011 OU D'ACCORDS EN COURS À CETTE DATE</b>		
Primes d'intéressement dues au titre de l'exercice en application d'un accord d'intéressement	1	
Moyenne des primes <sup>(3)</sup> dues au titre de l'accord précédent	2	
Primes d'intéressement dues au titre de l'exercice précédent en application d'un accord d'intéressement	3	
Dépenses totales		
– Montant ligne 2 > montant ligne 3 : reporter en ligne 4 le résultat du calcul ( ligne 1 – ligne 2 )	4	0
– Montant ligne 3 > montant ligne 2 : reporter en ligne 4 le résultat du calcul ( ligne 1 – ligne 3 )		
Montant du crédit d'impôt (ligne 4 x 30 %)	5	0
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 22)	6	
Montant du crédit d'impôt brut avant plafonnement (ligne 5 + ligne 6)	7	0

(1) L'accord d'intéressement ou l'avenant à l'accord d'intéressement doit avoir été conclu entre le 4 décembre 2008 et le 31 décembre 2014.

(2) Entreprises employant habituellement moins de 50 ou 250 salariés au sens de l'article L. 1111–2 du code du travail. Pour les entreprises membres d'un groupe mentionné à l'article 223 A ou 223A bis du code général des impôts, le montant du crédit d'impôt étant calculé au niveau de chaque société du groupe, la condition d'effectif est en conséquence appréciée au niveau de chaque société du groupe, y compris lorsqu'un accord d'intéressement a été conclu au niveau du groupe.

(3) En cas de fusion, apports ou opérations assimilées réalisés pendant la durée d'application de l'accord en cours ou de l'accord précédent, ou au cours de l'un des trois exercices séparant l'accord en cours du précédent, la moyenne des primes dues par la société absorbante ou bénéficiaire des apports et par la société apporteuse est égale au montant moyen des primes dues à chaque salarié au titre de l'accord précédent multiplié par le nombre total de salariés constaté à l'issue de ces opérations.

(4) Ce seuil est fixé à 100000 € pour les entreprises du secteur du transport routier de personnes ou de marchandises.

Montant des aides <i>de minimis</i> accordées à l'entreprise ( <i>ensemble des aides obtenues au titre de l'exercice au cours duquel la déclaration est déposée et au cours des deux exercices précédents dans la limite de 200 000 € et dans les conditions du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne</i> <sup>(4)</sup> ).	8	
Montant cumulé du crédit d'impôt et des aides <i>de minimis</i> (ligne 7 + ligne 8)	9	0
Montant du crédit d'impôt net après plafonnement – Montant ligne 8 = 200 000 € <sup>(4)</sup> , reporter zéro ligne 10 – Montant ligne 9 < 200 000 € <sup>(4)</sup> , reporter à la ligne 10 le montant déterminé ligne 7 – Montant ligne 9 > 200 000 € <sup>(4)</sup> , le montant à reporter ligne 10 est égal à (200 000 € <sup>(4)</sup> – ligne 8)	10	0

## II. CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE DES PRIMES DUES EN APPLICATION D'ACCORDS D'INTÉRESSEMENT CONCLUS OU RENOUELÉS ANTERIEUREMENT AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2011 POUR LES ENTREPRISES EMPLOYANT MOINS DE 250 SALARIÉS <sup>(2)</sup>

### A servir lorsqu'un accord d'intéressement est en vigueur au titre des 4 exercices précédents celui de la première application de l'accord en cours

Primes d'intéressement dues au titre de l'exercice en application d'un accord d'intéressement	11	
Moyenne des primes <sup>(3)</sup> dues au titre de l'accord précédent	12	

### A servir lorsqu'aucun accord d'intéressement n'est en vigueur au titre des 4 exercices précédents celui de la première application de l'accord en cours

Primes d'intéressement dues au titre de l'exercice en application d'un accord d'intéressement	13	
Primes d'intéressement dues en application d'un accord d'intéressement au titre de l'exercice déjà prises en compte dans la base de calcul d'un autre crédit d'impôt	14	
Dépenses totales : [(ligne 11 – ligne 12) ou ligne 13] – (ligne 14)	15	
Crédit d'impôt : (ligne 15 x 20 %)	16	0
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 22)	17	
Montant du crédit d'impôt brut avant plafonnement (ligne 16 + ligne 17)	18	0
Montant des aides <i>de minimis</i> accordées à l'entreprise ( <i>ensemble des aides obtenues au titre de l'exercice au cours duquel la déclaration est déposée et au cours des deux exercices précédents dans la limite de 200 000 € et dans les conditions du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne</i> <sup>(4)</sup> ).	19	
Montant cumulé du crédit d'impôt et des aides <i>de minimis</i> (ligne 18 + ligne 19)	20	0
Montant du crédit d'impôt net après plafonnement – Montant ligne 19 = 200 000 € <sup>(4)</sup> , reporter zéro ligne 21 – Montant ligne 20 < 200 000 € <sup>(4)</sup> , reporter à la ligne 21 le montant déterminé ligne 18 – Montant ligne 20 > 200 000 € <sup>(4)</sup> , le montant à reporter ligne 21 est égal à (200 000 € <sup>(4)</sup> – ligne 19)	21	0

## III – PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ DECLARANTE DANS DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS

Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
	%	
	%	
	%	
	%	
<b>Montant total du crédit d'impôt dégagé</b>		22

**IV – RÉPARTITION DU CRÉDIT D'IMPÔT ENTRE LES ASSOCIÉS MEMBRES DE SOCIÉTÉS DE PERSONNES (OU ASSIMILÉES)**

Nom et adresse des associés membres de sociétés de personnes et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
	%	
	%	
	%	
	%	
	<b>Total</b>	

**V – UTILISATION DU CRÉDIT D'IMPÔT**

**Entreprises individuelles :** le montant déterminé ligne 21 doit être reporté sur les déclarations n°2069–RCI–SD et n° 2042 C–PRO.

**Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés :** le montant déterminé ligne 21 doit être reporté sur la déclaration n°2069–RCI–SD et sur le relevé de solde 2572–SD.

*Les demandes de restitution du crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur les sociétés sont formulées sur l'imprimé n°2573-SD par voie dématérialisée (procédure EDI ou EFI) ou sur l'imprimé n°2573-SD disponible sur le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).*

## FICHE D'AIDE AU CALCUL

**Ce formulaire ne constitue pas une déclaration. Il n'a pas à être transmis spontanément à l'administration. La déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI constitue le support déclaratif du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.**

Exercice ouvert le	01/01/2017	Clos le	31/12/2017
--------------------	------------	---------	------------

Nom et prénoms ou dénomination et adresse de l'entreprise	N° SIREN de l'entreprise
ENTREPRISE MICHEL FERRAZ 18 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux	709805105 Ancienne adresse (en cas de changement) :

Société bénéficiant du régime fiscal des groupes de sociétés (article 223 A du CGI)	<input checked="" type="checkbox"/>	Désignation et adresse de la société mère :	N° SIREN de la société mère
		VINCI 1 cours Ferdinand de Lesseps 92500 RUEIL MALMAISON	552037806

I - CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT	ANNÉE CIVILE	
<b>A – Sur les rémunérations versées hors départements d'outre-mer (DOM)</b>		
Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt hors rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM (reporter le montant cumulé figurant sur le bordereau récapitulatif de cotisation (BRC) ou la déclaration unifiée de cotisations sociales (DUCS) ou la déclaration trimestrielle de salaires (DTS) relatif au dernier mois ou au dernier trimestre de l'année, <sup>1</sup> hors rémunérations versées dans les DOM)	1	1 493 506
Montant du crédit d'impôt (ligne 1 x 7 %)	2	104 545
Montant des rémunérations éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L. 3141-30 du code du travail <sup>2</sup> (secteurs du BTP, des transports, des spectacles et des dockers).	3a	1 493 506
Montant de la majoration prévue pour les employeurs visés à l'article L. 3141-30 du code du travail ((ligne 3a x 7 %) x 10/90)	3b	11 616
Montant du crédit d'impôt majoré (ligne 2 + ligne 3b)	4	116 161
<b>B – Sur les rémunérations versées dans les DOM</b>		
Montant des rémunérations n'excédant pas 2,5 SMIC versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les départements d'outre-mer	5	
Montant du crédit d'impôt sur rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les départements d'outre-mer (ligne 5 x 9%) <sup>3</sup>	6	0
Montant des rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les départements d'outre-mer éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L. 3141-30 du code du travail <sup>4</sup> (secteurs du BTP, des transports, des spectacles et des dockers).	7a	
Montant de la majoration prévue pour les employeurs visés à l'article L. 3141-30 du code du travail ((ligne 7a x 9 %) x 10/90)	7b	0
Montant du crédit d'impôt sur rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les départements d'outre-mer (ligne 6 + ligne 7b)	8	
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 12)	9	
<b>Montant total du crédit d'impôt (ligne 2 ou ligne 4 + ligne 6 ou ligne 8 + ligne 9)</b>	10	116 161
<i>Dont crédit d'impôt relatif aux rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les départements d'outre-mer</i>	11	0

<sup>1</sup> Les entreprises éligibles au CICE sont tenues de s'acquitter de leurs obligations déclaratives à la fois auprès des organismes collecteurs des cotisations sociales et auprès de l'administration fiscale.

<sup>2</sup> Cf. § 55 du BOI-BIC-RICI-10-150-20.

<sup>3</sup> Pour des rémunérations versées en 2017 à des salariés affectés à des exploitations situées dans les départements d'outre-mer, le taux est fixé à 9 %

<sup>4</sup> Cf. § 55 du BOI-BIC-RICI-10-150-20.

**II – CADRE À SERVIR PAR LES ENTREPRISES DÉCLARANTES QUI DÉTIENNENT DES PARTICIPATIONS DANS DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS NON SOUMIS À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**

Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN	Montant total du crédit d'impôt ①	Montant de la créance "en germe" cédée (préfinancement) ②	% de droits détenus dans la société ③	Quote-part du crédit d'impôt (① - ② X ③)
<b>TOTAL</b>				12

**III – CADRE À SERVIR POUR LA RÉPARTITION DU CRÉDIT D'IMPÔT ENTRE LES ASSOCIÉS MEMBRES DE SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS NON SOUMIS A L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**

Nom et adresse des associés membres de sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises)	Montant total du crédit d'impôt ①	Montant de la créance "en germe" cédée (préfinancement) ②	% de droits détenus dans la société ③	Quote-part du crédit d'impôt (① - ② X ③)
<b>TOTAL</b>				

**IV – UTILISATION DE LA CRÉANCE**

**IV-1. Détermination du montant du crédit d'impôt disponible pour l'entreprise (sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et les entreprises individuelles relevant de l'impôt sur le revenu) :**

<b>Cas général</b>		
Montant du crédit d'impôt (hors quote-part résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés) (report de la ligne 2 ou 4 + ligne 6 ou 8)	13	116 161
Montant cédé à un établissement de crédit au titre du préfinancement <sup>5</sup>	14	
Montant du crédit d'impôt disponible Reporter en ligne 15 : – le résultat du calcul (ligne 13 – ligne 14) s'il est positif; – zéro si le résultat du calcul (ligne 13 – ligne 14) est négatif ou égal à zéro	15	116 161
Montant total du crédit d'impôt disponible (incluant la quote-part résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés) (ligne 12 du cadre II + ligne 15)	16	116 161

<b>Cas particulier des sociétés relevant du régime de groupe (à compléter exclusivement par la société mère)</b>		
Montant total du crédit d'impôt du groupe (totalisation de l'ensemble des montants de CICE des sociétés du groupe)	17	
Montant cédé à un établissement de crédit au titre du préfinancement <sup>3</sup>	18	
Montant du crédit disponible Reporter en ligne 19 : – le résultat du calcul (ligne 17– ligne 18) s'il est positif; – zéro si le résultat du calcul (ligne 17 – ligne 18) est négatif ou égal à zéro	19	0
Montant total du crédit d'impôt disponible (incluant la quote-part résultant de la participation des entreprises dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés) [(totalisation de la ligne 12 de l'ensemble des déclarations du groupe) + ligne 19]	20	0

<sup>5</sup> Il convient de porter le montant de la créance cédée, et non le montant de l'avance reçue.

**IV-2. Entreprises à l'impôt sur les sociétés :**

Montants imputés sur l'impôt sur les sociétés ( <i>dans la limite du montant de l'impôt dû et du crédit d'impôt déterminé ligne 16 ou ligne 20</i> )	21	
Montant restant à imputer sur l'impôt éventuellement dû des 3 années suivantes (cas général) ou dont la restitution (cas particuliers des entreprises nouvelles, jeunes entreprises innovantes, PME au sens communautaire et entreprises en procédure collective) est à demander à partir du formulaire n° 2573-SD	22	0

– Pour les sociétés hors régime de groupe :

Les montants déterminés lignes 1, 3a, 5, 7a, 9, 10, 11 et 14 doivent être reportés sur la déclaration n° 2069-RCI-SD et ceux déterminés lignes 10 et 14 sur le relevé de solde n° 2572-SD.

– Pour la société mère d'un groupe de sociétés :

Les montants déterminés lignes 1, 3a, 5, 7a, 9, 10, 11 et 14 doivent être reportés sur la déclaration n° 2069-RCI-SD et ceux déterminés lignes 17 et 18 sur le relevé de solde n° 2572-SD.

– Pour les sociétés filiales d'un groupe de sociétés :

Les montants déterminés lignes 1, 3a, 5, 7a, 9, 10, 11 et 14 doivent être reportés sur la déclaration n° 2069-RCI-SD.

**IV-3. Entreprises individuelles relevant de l'impôt sur le revenu :** les montants déterminés lignes 1, 3a, 5, 7a, 9, 10, 11 et 14 doivent être reportés sur la déclaration n° 2069-RCI-SD et celui du crédit d'impôt disponible déterminé ligne 16 dans la partie réductions et crédits d'impôt de la déclaration de revenus n° 2042-C-PRO (case 8TL ou 8UW).

*Les demandes de restitution anticipée ou à l'issue de la période d'imputation du crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur les sociétés sont formulées sur l'imprimé n°2573-SD par voie dématérialisée (procédure EDI ou EFI) ou sur l'imprimé n°2573-SD disponible sur le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).*

Au titre de l'année .....<sup>1</sup>

**FICHE D'AIDE AU CALCUL**

**Ce formulaire ne constitue pas une déclaration. Il n'a pas à être transmis spontanément à l'administration. La déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI constitue le support déclaratif du crédit d'impôt pour dépenses de formation des dirigeants.**

Dénomination de l'entreprise	SA ENTREPRISE MICHEL FERRAZ		
Adresse	18 avenue du Général de Gaulle 92220 Bagneux		
N° Siren	709805105	Exercice ouvert le : 01/01/2017	et clos le : 31/12/2017
Nom et adresse personnelle de l'exploitant			

**SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE DU RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS ( COCHER LA CASE)**

Dénomination de la société mère	SA VINCI	N° SIREN : 552037806
Adresse	1 cours Ferdinand de Lesseps 92500 RUEIL MALMAISON	

**I – DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT**

**A – CAS GÉNÉRAL**

Nombre de dirigeants ayant suivi des heures de formation au cours de l'année		
Nombre d'heures de formation effectuées par le chef d'entreprise ou le dirigeant au cours de l'année civile <sup>2</sup>	1	
Taux horaire du salaire minimum de croissance <sup>3</sup>	2	
Montant du crédit d'impôt [(ligne 1 dans la limite de 40 heures) x ligne 2]	3	0
Quote-part du crédit d'impôt pour la formation des chefs d'entreprises ou des dirigeants résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes (reporter le montant indiqué ligne 12)	4	
Montant total du crédit d'impôt ( ligne 3 + ligne 4)	5	0

**B – CAS PARTICULIER GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN ( G.A.E.C.)**

Nombre d'heures de formation effectuées par les associés chefs d'exploitation au cours de l'année civile <sup>2</sup>	6	
Nombre d'associés chefs d'exploitation du GAEC	7	
Taux horaire du salaire minimum de croissance <sup>3</sup>	8	
Montant du crédit d'impôt [ligne 6 (dans la limite de 40 heures x ligne 7)] x ligne 8	9	0
Quote-part du crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes (reporter le montant indiqué ligne 12)	10	
Montant total du crédit d'impôt ( ligne 9 + ligne 10)	11	0

<sup>1</sup> Préciser l'année civile concernée.

<sup>2</sup> Les heures de formation correspondant aux dépenses mentionnées au V de l'article 44 quaterdecies du CGI ne sont pas prises en compte.

<sup>3</sup> Le taux horaire à prendre en compte est celui en vigueur au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est calculé le crédit d'impôt.

II – CADRE À SERVIR PAR LES ENTREPRISES DÉCLARANTES QUI DÉTIENNENT DES PARTICIPATIONS DANS DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS

Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
<b>Montant total du crédit d'impôt dégagé</b>		12

III– UTILISATION DU CREDIT D'IMPOT

**Entreprises individuelles :** le montant déterminé ligne 11 doit être reporté sur les déclarations n° 2069–RCI–SD et n° 2042 C.

**Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés :** le montant déterminé ligne 11 doit être reporté sur la déclaration n° 2069–RCI–SD et sur le relevé de solde n° 2572.

RÉPARTITION DU CRÉDIT D'IMPÔT ENTRE LES ASSOCIÉS DE LA SOCIÉTÉ DE PERSONNES (OU ASSIMILÉE) <sup>4</sup>

Nom et adresse des associés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt
<b>Total</b>		13

*Les demandes de restitution du crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur les sociétés sont formulées sur l'imprimé n°2573-SD par voie dématérialisée (procédure EDI ou EFI) ou sur l'imprimé n°2573-SD disponible sur le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).*

<sup>4</sup> Seuls les associés personnes morales ou associés personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° bis du I de l'article 156 du CGI peuvent faire valoir leur part dans le crédit d'impôt. Le montant global déterminé est réparti entre tous les associés, mais seuls ceux cités ci–avant peuvent prétendre au bénéfice de ce crédit d'impôt.









